

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 26 MAI  
N°194 1,50F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

Entretien avec  
Roger Pic

**LE VIETNAM  
UN AN APRÈS**

VOIR P.7

## DISCOURS DE GISCARD :

### MENACE SUR LES SALAIRES ET SUR LES LIBERTÉS

«De retour d'Amérique», Giscard a annoncé officiellement à la télévision la reprise économique, la fin de la crise : «La crise a été surmontée en dix-huit mois», le plan de relance aurait prouvé son efficacité. Ce n'est pas les quelques chiffres cités qui pourraient convaincre les travailleurs des bienfaits de cette reprise. Giscard, d'ailleurs se montre fort prudent puisqu'il en limite les effets aux secteurs proches de l'industrie automobile. Quant au chômage, il s'agit simplement d'atténuation des difficultés et le remède proposé n'est pas nouveau : le gouvernement se préoccupera du problème de la formation.

Mais l'annonce solennelle de la fin de la crise, répétée plusieurs fois avec grandiloquence prend tout son sens lorsque Giscard expose les «conséquences» de cette reprise pour les travailleurs. Ceux-ci doivent se persuader que le système économique de la France capitaliste n'est pas à remettre en cause et modérer leurs revendications. C'est une menace ouverte contre les salaires qui est faite lorsque Giscard cause de la «modération nécessaire des revenus». Giscard annonce la bonne nou-

velle de la reprise pour tenter de mieux faire admettre de nouvelles attaques contre les travailleurs. Celles-ci ne portent d'ailleurs pas seulement sur le niveau de vie mais visent directement les libertés démocratiques.

Sans honte, Giscard ose se présenter comme celui qui a développé les libertés en France alors que chaque jour, celles-ci sont de plus en plus bafouées : pas une lutte populaire ne peut se développer dans la période sans se heurter directement ou indirectement à la répression des patrons et de l'État. Ses paroles sur «l'anarchie et le désordre» ne font que traduire la peur d'un gouvernement face aux luttes populaires.

Et ce n'est pas les mesures méprisantes pour les vieux (27,40 F par jour pour 1977 à la place de 22 F, alors que l'inflation ne cesse de se développer !), que l'on pourra masquer la réalité anti-populaire et répressive de la bourgeoisie.

La réponse à un tel discours, c'est celle qu'effectuent aujourd'hui les métallos de La Rochelle en lutte contre les bas salaires et qui affrontent les CRS, c'est celle des mineurs de Sallaumines pour la défense du droit de grève.

## 37ème Congrès CFDT

### MAIRE TENTE DE SE DEROBER



Dès l'ouverture du Congrès, Maire, dans son rapport général, déclarait hier : «En cas de passage de la gauche au gouvernement, la CFDT ne changera pas d'attitude. Nous ne serons pas les agents d'application du programme commun».

Pourtant, depuis longtemps déjà, le secrétaire général de la CFDT s'est fait le fidèle serviteur du PS. En 74, au moment des présidentielles, il appelait de concert avec Séguy les travailleurs à «la paix sociale» pour que les élections se déroulent «dans la sérénité». Pendant la campagne des législatives, il enjoignait les travailleurs à modérer leurs

revendications en cas de victoire de la gauche pour «ne pas gêner le nouveau gouvernement». Lors des soirées dites «assises sur le Socialisme», Maire s'était fait le sergent-recruteur du PS dans la CFDT, tentant d'entraîner son syndicat dans le giron de la social-démocratie. Et voilà qu'aujourd'hui, il prétend prendre des distances ! Il jette de la poudre aux yeux, essaie de s'en tirer par des dérobades. Il est gêné de devoir s'expliquer, notamment à propos de l'opération des «assises». Les documents préparatoires au Congrès sont d'ailleurs d'une remarquable discrétion sur ce point.

Comme l'affirmait très justement Lesire-Ogrel dans son rapport au Conseil National d'octobre 75 : «La gauche n'apporte des solutions ni aux préoccupations du moment, ni aux questions stratégiques... Elle n'est plus crédible !» C'est bien là qu'il cherche le sens des «prises de position» de Maire, dès l'ouverture du 37<sup>e</sup> Congrès. Le programme commun est en effet largement discrédité dans les masses, et la contestation grandit au sein de la CFDT. De plus en plus nombreux sont les militants qui demandent des comptes à la direction réformiste actuellement en place.

G. PRIVAT

## PÉTAIN À LA TV

### 100 anciens résistants dans les studios

Cent résistants ont envahi hier soir, à 20 h 30, les studios d'Antenne II. Ils ont réussi à retarder la projection du film précédant le débat des «Dossiers de l'Écran» sur Pétain. Toutes les entrées de la Maison de la Radio étaient surveillées par des gardes mobiles et une nuée de flics en civil filtraient les accès. Dans les quartiers populaires de Paris, beaucoup de travailleurs indignés condamnaient cette réhabilitation camouflée de Pétain : «Il n'y a pas d'excuse pour un pareil traitement».



## USA

### La «démocratie» des esclavagistes

Voir page 12

• A quelle enseignes sommes-nous logés ?  
Croix Rousse  
Lyon : « Vos blocs de béton, vous pouvez les garder ». p.2

• Djibouti : « L'opposition parlementaire » dans le plan français. p.6

• Tribune préparatoire au 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml p.10

## ATHENES UNE MANIFESTANTE TUEE

### PUISSANTS MOUVEMENTS DANS LE BÂTIMENT POUR LE DROIT DE GRÈVE ET LES LIBERTÉS SYNDICALES



## SALLAUMINES

### CONTINUER LE COMBAT

Interview d'un responsable CFDT des mines Nord-Pas de Calais

Voir page 5

# ENQUÊTE

## A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -11-

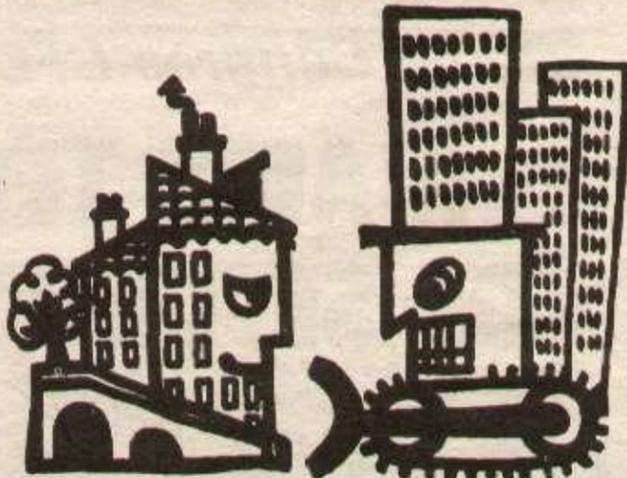
### La Croix Rousse à Lyon

Page réalisée par Dominique VILLIÉ du Bureau de Presse Régional de Lyon

# LES BLOCS DE BETON, GARDEZ LES POUR VOUS, MONSIEUR LE MAIRE !

Lyon, deuxième capitale de la France, Lyon plaque tournante de l'Europe... autant de qualificatifs courants de la propagande pradelienne. Depuis quelques années, on ne parle plus que par constructions de prestige : Part-Dieu, centre directionnel, autoroutes, voies rapides, quartiers neufs de standing (Tonkin) etc... Mais l'envers du décor, c'est tout autre chose pour les travailleurs de l'agglomération lyonnaise : après la restauration du Vieux Lyon, la rénovation du Tonkin à Villeurbanne, la Part-Dieu et son extension prévue au 3<sup>e</sup> arrondissement, qui ont chassé les travailleurs qui y habitaient, aujourd'hui, c'est le tour de la Croix Rousse : on veut chasser les travailleurs de ses pentes et de son plateau et les expulser en banlieue.

## LA CROIX-ROUSSE N'EST PAS A VENDRE



### NOUS Y RESTERONS !

La Croix Rousse : un des plus vieux quartiers de Lyon, avec ses escaliers, ses cours, ses traboules, au passé célèbre dans l'histoire du mouvement ouvrier : la Croix Rousse, c'est la révolte des Canuts, la Commune de Lyon. La bourgeoisie voudrait bien le faire oublier ! Aujourd'hui, la Croix Rousse abrite beaucoup de vieux travailleurs, croix-roussiens depuis longtemps, de nombreux travailleurs immigrés et des jeunes qui s'y installent depuis quelques années pour les loyers peu chers et « d'ambiance ». Outre le site admirable c'est une vie de quartier, de « gros village » comme disent ses habitants.

Il y a environ 10 ans, Pradel (le maire) a parlé pour la première fois de rénovation. Puis rien ne s'est passé jusqu'aux démolitions surprises du haut de la Montée de la Grande Côte en juin 75. Aucune information n'avait été faite par la mairie auparavant, et un beau matin les bulldozers sont arrivés et tout le haut de la Grande Côte a été détruit. Les habitants n'ont pas eu le temps de s'organiser. Mais depuis, les choses ont changé : à l'initiative de la CIMADE, d'associations et de jeunes du quartier, au printemps 75 se crée le « comité populaire de la Croix Rousse » qui organise la résistance à la rénovation. Pradel et les promoteurs n'ont plus les mains libres pour se partager le gâteau.

### «CE SONT LES HABITANTS QUI ONT PRIS EN MAINS LE MOUVEMENT»

Interview d'un membre du Comité Populaire de la Croix Rousse

**QdP :** Comment s'est constitué le comité ?

sitôt avec 800 personnes. L'impact sur le quartier est important.

**R :** Les luttes sur le logement à la Croix Rousse ont commencé depuis 72 contre un marchand de sommeil qui louait des garnis aux immigrés. Le haut de la Grande Côte était en garnis à 77 %. En septembre 74 la CIMADE prépare une exposition sur le P.O.S (Plan d'Occupation des Sois) de la Croix Rousse qui n'était pas public, on l'a sorti par une fuite. 300 personnes du quartier l'ont vu et

**«ON DÉTRUIT D'ABORD LES MAISONS LES PLUS BASSES POUR QUE LES AUTRES SE FISSURENT...»**

Le comité dénonce les méthodes de Pradel : pas de permis de démolition, pas de publication au J.O, achat des maisons en douce et à l'amiable, marchés de démolition passés en douce et à l'amiable, mar-

Côte pour montrer que le terrain nous appartient.

**QdP :** Quelle animation faites-vous sur le quartier ?

**R :** Il y a eu les fêtes et il y a le journal mural par affiches

la chambre de commerce un projet sur le plateau de la Croix Rousse : il veut raser un îlot de maisons et d'immeuble pour construire un centre commercial et des logements qui ne seront sûrement pas des H.L.m... La population actuelle et les petits commerçants du plateau n'ont aucun besoin de ce centre commercial. De plus les logements de l'îlot sont en bon état. Dès qu'on a eu vent de l'affaire le comité a organisé un porte à porte sur l'îlot pour informer les habitants, qui sont surtout des personnes âgées. Ce qui est intéressant, c'est que rapidement ce sont eux qui ont pris en mains le mouvement, qui sont venus aux réunions, qui sont allés à la Courly... Il y a un habitant de 70 ans qui a fait des prises de paroles sur les marchés pour alerter les croix roussiens. Ils savent que s'ils acceptent de partir, ils atterriront en banlieue et ils veulent rester ici. A travers ce problème de l'îlot SEMICLE, ils ont pris conscience des orientations actuelles de l'urbanisme. Le résultat, c'est que pradel a repoussé le dossier de ZAC jusqu'en 77 après les élections...

voudrait bien apaiser la population en cette période pré-lectorale... La restauration (réparation et modernisation des logements vétustes), prévue sera soi-disant sociale, mais en fait il y a peu de garanties. Il faut éviter ce qui s'est passé au Vieux Lyon où après la restauration, les

loyers sont montés à 700 ou 1000F et ont chassé les familles populaires. On sait bien que la volonté des aménageurs est de chasser au maximum les habitants de la Croix Rousse. Notre véritable objectif, c'est de rester sur le quartier et de se battre là-dessus.

### EXTRAITS DE L'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ D'UN CROIX-ROUSSIEN DE 70 ANS

«Des rumeurs circulent sur la destruction de l'îlot concernant les rues Dumont, Cuire, Callas et Grand Rue ! A la place, on construirait un équipement commercial et des logements type immeuble St Bernard, c'est tout dire ! Croix Roussiens, ne vous faites pas d'illusions : c'est tout le plateau qui est concerné ; chaque quartier y passera l'un après l'autre... C'est pourquoi il faut nous unir

nombre de ménages qui devront partir le cœur déchiré parce qu'il y en a qui sont dans ces maisons qu'on va démolir depuis plus de 50 ans. Les plus vieux iront dans des maisons de retraite à Villeurbanne ou aux Minguettes. Les 2 usines qui seront détruites obligeront les ouvriers à chercher du travail ou devenir chômeurs. Contrairement à ce qu'affirment les promoteurs rapaces corbeaux de



Montée de la Grande Côte

ont appris ainsi qu'il était prévu, des élargissements de rues et des espaces verts en haut de la Grande Côte, donc des démolitions. Le comité s'est créé au printemps et à partir de mars 75, on a fait une information intensive sur la Grande Côte qui doit être démolie.

### UNE MANIFESTATION DE 800 PERSONNES

Une fête populaire est organisée le 21 juin et regroupe un millier de personnes. Deux jours après, le 23 les démolisseurs arrivent brutalement, alors qu'ils ne devaient pas venir avant juillet. Le comité intervient contre les démolitions et s'enchaîne aux grilles. Les flics font évacuer. Une manifestation est organisée aus-

chés de démolition passés en dessous des plafonds pour éviter les contrôles administratifs, aucune sécurité prise pendant les démolitions (on détruit d'abord les maisons les plus basses pour que les autres se fissurent...). Le comité intervient aussi auprès de l'équipement. Le résultat de la mobilisation c'est qu'en septembre 75, la préfecture bloque les démolitions. Mais 800 personnes ont été chassées. Depuis, on a appris que Pradel a continué à acheter en douce des maisons jusqu'au bas de la Grande Côte. Ce qui n'a pas été démolie en haut, pourrait actuellement, des actes de vandalisme ont lieu (robinets ouverts) que la municipalité se garde bien de dénoncer. On prévoit un pique-nique en juin en haut de la Grande

qui est très lu, les grosses têtes (figures de carnaval) qui font des sketches sur la rénovation le dimanche au marché. On a ouvert un cahier de doléances pour que les habitants fassent connaître leur volonté quand l'enquête publique sur le P.O.S débutera. Le mercredi, il y a des activités pour les enfants du quartier (peinture, poterie) au local du comité. Mais on ne peut pas en accueillir suffisamment. Il n'y a pas d'équipement pour eux sur le quartier.

### LES CROIX-ROUSSIENS VEULENT RESTER

**QdP :** Quels sont les autres plans de la municipalité de la Croix Rousse ?

**R :** Un promoteur : la SEMICLE a mis sur pied avec



et faire barrage (...). Nous ferons des manifestations dans les rues avec tous les vieux Croix Roussiens en tête. Au siècle dernier les canuts ont su se défendre. Ils avaient pour devise «Vivre en travaillant ou mourir en combattant». Cette devise nous la ferons nôtre si besoin est (...).

Si ce projet est adapté c'est un grand

la rénovation et bâtisseurs véreux, nos immeubles ne sont pas vétustes. Il suffirait de quelques restaurations pour les rendre convenables. Nous ne permettrons pas qu'on fasse de la Croix rousse une laideur pareille à celle de Perrache ou de la Part Dieu. Les blocs de béton gardez-les pour vous M. le Maire, nous n'en voulons pas !...»

PÉTAIN A A2 HIER SOIR :

# LA TÉLÉ A L'HEURE DE VICHY !

## LES PARTICIPANTS AU DÉBAT SUR PÉTAIN

● ISORNI Jacques : Défenseur de Pétain lors de son procès à la Libération, Isorni débuta dans la politique en fondant avec son frère, un journal fasciste : «Rivarolo», ancêtre de l'hebdomadaire du même nom qui poursuit impunément la propagande de toutes les thèses fascistes.

● Amiral AUPHAN : président de l'Association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain, il fut membre du gouvernement de Vichy jusqu'à novembre 42. Il tenta une ultime manœuvre pour sauver Pétain au moment de la débâcle hitlérienne.

● GIRARD Louis-Dominique : ancien membre du cabinet de Pétain à Vichy.

A la libération, outre Pétain, il défend l'écrivain hitlérien Brasillach. En 1951, il fonde un éphémère mouvement pétainiste : Unir, avant de se rallier au Centre National des Indépendants, groupe auquel est inscrit Giscard. C'est tout naturellement qu'il milite pour l'Algérie française et qu'il prend la défense des tueurs de l'OAS. Aux dernières élections, il appelle à voter Giscard.

● TEITGEN : Il fit la résistance avec Frenay dans le groupe Combat. A la libération, il entre au gouvernement et devient ministre de la justice, chargé de l'épuration.

● LEFRANC : Il est président des CDR, organisation créée en 68 pour parer à toute éventualité et faire échec au mouvement populaire.

Hier soir, film et débat sur Pétain sur la deuxième chaîne. La télévision a offert une tribune aux anciens collabos, pour réhabiliter Pétain, certains bourgeois résistants se sont prêtés à cette opération. Mais la plupart des résistants et des organisations de résistants contactés ont refusé de s'asseoir aux côtés de ceux qui les livrèrent aux nazis.

En présentant Pétain comme un homme qui a peut-être fait quelques erreurs mais, qui a été courageux et qui ne pouvait pas faire autrement, on justifie a posteriori tous ses crimes. On justifie aussi la trahison de la bourgeoisie qui préféra collaborer avec les nazis pour faire régner son ordre.

L'Humanité hier, accordait une large place à une tentative de justification de l'attitude de Marchais pendant l'occupation. Qu'un parti qui a trahi la lutte héroïque des FTP ait à sa tête un individu qui est parti travailler en Allemagne, c'est dans la logique de sa trahison.



## Une reprise aléatoire UNE CERTITUDE : LE MAINTIEN DU CHÔMAGE

Le pouvoir parle de reprise. On essaye de nous persuader que la fin du tunnel est proche. Autrement dit, la politique de Giscard serait efficace. Qu'en est-il exactement ?

Certes, depuis l'automne dernier, le volume de la production nationale a recommencé à augmenter. Mais en mai 76, le volume d'activité n'a toujours pas retrouvé son niveau de juillet 74. Une part non négligeable de la reprise est due à la nécessité pour les patrons de constituer leurs stocks. Cet aspect de la reprise est passager. Il ne pourra durer

au-delà de l'été. La Banque de France a estimé que l'automne 76 sera plein d'incertitudes. Si dans de nombreuses branches les carnets de commandes ont un peu remonté, la conjoncture reste très irrégulière, le mouvement n'est pas net.

Cette incertitude aboutit au fait que les patrons préfèrent avoir recours à la main d'œuvre temporaire plus facile à licencier le cas échéant. Le chiffre des chômeurs dépasse toujours le million et 500.000 jeunes viendront gorffler le marché de l'emploi à la rentrée.

électorale est arrêtée par le Président de la République et par le premier ministre coordonnateur de la majorité» (Guéna). Giscard est donc mis en demeure de trancher le débat opposant les formations de sa majorité.

Le projet de Lecanuet de conclure un accord électoral avec les républicains indépendants inquiète l'UDR.

«L'économie française sort en effet affaiblie de la crise. Elle a besoin de retrouver et de développer sa compétitivité vis-à-vis de l'étranger. (...)

Nous pouvons maintenir notre compétitivité vis-à-vis des autres grands pays si nous pratiquons comme eux une politique de modération de nos marges, de nos revenus, de nos rémunérations... Comment pratiquer cette politique ? (...) C'est par votre propre auto-discipline. Il n'existe pas en France de moyens pour contraindre dans ce domaine et vous ne souhaitez pas qu'ils existent. C'est donc sur votre propre discipline, votre auto-discipline que nous devons fonder cette modération nécessaire des marges, des revenus, des rémunérations. Dans le fond de votre cœur, vous savez bien que je vous dis la vérité et je vous demande, même sans bruit, d'y conformer votre action».

«Certains d'entre vous se sont demandés si l'accroissement de ces libertés n'allait pas conduire à un ébranlement profond de notre mode de vie ou à la mise en question de leur sécurité. Si j'ai développé les libertés en France, c'est parce que je crois que c'est à la fois nécessaire et naturel pour la France. La liberté pour moi, ça n'est pas l'anarchie qui tue. Ce n'est pas non plus la démagogie qui abaisse et qui trompe. Et ce n'est pas non plus le désordre dans la rue, dans l'université. La liberté pour moi, ce n'est pas le droit au désordre, c'est l'exercice d'une responsabilité individuelle et collective. (...) Nous devons apprendre à mieux exercer ces responsabilités individuelles et collectives. C'est ce que j'ai appelé lors de ma dernière conférence de presse, faire de la France une démocratie paisible et réfléchie. Ensemble nous y parviendrons».

## Un intérêt hypocrite pour le sort des vieux

Les vieux représentent 13 % de la population totale. Il y a en France, sept millions trois cent mille personnes âgées de plus de 65 ans. Deux millions cinq cent mille ont dépassé 75 ans. Aujourd'hui, deux millions de vieux n'ont que le minimum vieillesse pour vivre, soit 680 francs par mois ! Et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier seulement.

La CGT a fait valoir qu'en deux ans, le coût de la vie a augmenté de 30,73 % alors que le minimum vieillesse n'a été majoré que de 27,7 %. La situation matérielle des vieux travailleurs est sou-

vent déplorable. C'est chez eux qu'on rencontre le plus souvent la misère, ils sont rejetés dès le moment qu'ils ne peuvent plus produire. La démagogie de Giscard ne peut faire oublier ces hospices sordides, cette détresse matérielle quotidienne que vivent les vieux. Et les 24 ou 25 francs par jour que promet Giscard pour juillet sont loin de rattraper la dégradation de leur situation. Quant à tous ces ouvriers qui meurent en moyenne trois ans après l'âge de la retraite, usés par le travail capitaliste, Giscard n'en dit pas un mot !



## TORTURES SOUS LE PORTRAIT DE PÉTAIN

### INTERVIEW D'UN ANCIEN RÉSISTANT

Roger a été arrêté par la Gestapo française en 1943, il est interrogé et torturé par la sinistre bande de Bonny et Lafont, truands notoires et fidèles collaborateurs du régime de Vichy. Transféré à Compiègne, dernière étape avant les camps de la mort, il s'évade avec six de ses camarades. Trois d'entre eux sont abattus par la Gestapo. Roger participera aux combats de la libération de Paris.

QdP : Pour toi, qu'est-ce que ça veut dire de dialoguer avec des défenseurs de Pétain ?

Roger : Tous ceux qui ont été interrogés par la Gestapo peuvent se souvenir que pendant qu'on les torturait, en face d'eux, sur les murs, il y avait le portrait de Pétain. On ne dialogue pas avec ceux qui nous ont fait passer les interrogatoires, ou qui étaient de leur côté.

QdP : Qu'est-ce que tu penses de la participation de résistants à cette émission ?

Roger : Ce n'est pas étonnant que des gens comme Teitgen acceptent d'y participer et de s'asseoir à côté des collabos, ce sont eux qui se sont opposés à l'épuration vichyste.

QdP : Quel est le but visé par cette émission ?

Roger : Pris isolément, ça ne signifie pas grand chose, il faut le replacer dans un ensemble. On essaie de préparer l'opinion à une réhabilitation officielle de Pétain. La bourgeoisie a toujours conservé son estime à Pétain. C'était en 1940, son grand espoir, celui qui allait museler les grévistes de 36, c'était la revanche de 36. Aujourd'hui, c'est la grande peur de 44 que cherche à oublier la bourgeoisie.

## FOIRE D'EMPOIGNE DANS LA COALITION GOUVERNEMENTALE

Après le regroupement d'une partie des centristes dans le CDS, le projet de

rapprochement avec les giscardiens se précise, ceux-ci ont exprimé leur accord. Un tel regroupement menace les positions de l'UDR. En effet, en cas de primaires, comme il en était question, l'UDR aurait à affronter au premier tour une coalition RI-CDS, et risquerait de voir bon nombre de ses candidats obligés de laisser la place au second

tour à la coalition giscard-centriste. Dans ces conditions, la mission de coordonnateur confiée à Chirac par Giscard se trouve court-circuitée. L'essentiel de sa mission était en effet de mettre au point la stratégie électorale des partis de la majorité parlementaire. L'UDR prise au piège fait appel à Giscard en rappelant que «la stratégie

# INFORMATIONS GENERALES

Avant la réunion des polices d'Europe

## PONIA RENCONTRE SON HOMOLOGUE ITALIEN

Poniatowski a rencontré lundi au Rouret près de Grasse, son homologue italien, M<sup>r</sup> Cossiga. A l'issue de la réunion, Poniatowski a précisé que cette rencontre était destinée à préparer la réunion des ministres européens de l'intérieur qui se tiendra début juin à Luxembourg.

Au cours de cette réunion sera étudiée la mise au point d'un plan commun de lutte contre «le terrorisme et la criminalité». Pour faire aboutir ses projets, Ponia a déjà consulté ses collègues anglais et allemand. «Il faut étendre cette coopération au plan international. En

effet, la plupart des actions terroristes trouvent leur point de départ à l'étranger», a-t-il déclaré. Il a rajouté : «Les actes et les objectifs politiques qui sont à l'origine du terrorisme nécessitent de prendre des mesures particulières et spéciales. «Pendant le même temps, des inspecteurs de la «Bundes-kriminalpolizei», la police criminelle allemande sont arrivés à Strasbourg et enquêtent sur le cas d'un certain Schultz, soupçonné d'avoir des liens avec le groupe Baader Meinhof. Les bourgeoisies européennes resserrent les rangs pour développer la répression.

### MARCHANDAGE FINAL POUR LES PLUS-VALUES

Le projet de loi sur la taxation des plus values doit franchir cette semaine une étape déterminante avant l'ouverture le 2 juin de sa discussion à l'Assemblée Nationale. Jean-Pierre Fourcade tentera de trouver des compromis entre les différents amendements déposés, une véritable avalanche : environ 300 sans compter les propositions d'imposition du capital, proposée par l'opposition.

Les divergences paraissent encore profondes entre les différentes composantes de la majorité. Le PS, tentant de

les exploiter, et de rassurer les patrons et les cadres de son électorat, a déposé une proposition de loi. Il propose un «taux progressif» : 0,5 % pour les fortunes qui vont de 2 à 2,5 millions de francs, 1 % entre 2,5 et 5 millions de francs, 2 % au-delà de dix millions de francs. On se rappelle que Mitterrand s'était opposé à Fourcade parce que son projet «atteint les petites fortunes épargnées à la sueur du front». On voit mieux ce qu'il en est ! Celui qui a une facture de 199 millions de francs est donc un petit épargnant pour le PS !

## Le préfet et le sous-préfet au procès Siméoni

### «L'EXEMPLE D'ALERIA... UN GRAVE DANGER POUR L'ÎLE»

La deuxième semaine du procès Siméoni a commencé lundi par l'interrogatoire des co-accusés du docteur Siméoni. Au fil des questions et des réponses, on a pu apprendre qu'au moment de l'assaut, seuls, Pierrot Susini et Francis Sicurani étaient dans la cave avec Siméoni. Pierrot Susini fait le récit de l'assaut tel qu'il l'a vécu : «J'ai essayé de rentrer dans la cave parce qu'il tombait des grenades de partout. J'ai voulu essayer de passer par le côté mais j'ai vu devant moi des CRS qui sortaient des vignes. On m'a interpellé en criant «Haut les mains !... J'ai senti soudain une violente douleur au pied droit, puis je me suis affaissé». Le pied de Susini a été déchiqueté par une grenade.

Puis ce fut l'interrogatoire de Sicurani qui lance avec fermeté : «Si on n'arrive pas à régler le problème corse, d'autres viendront prendre place dans ce boxe...» Le président réagit immédiatement : «Je ne veux pas d'appel à la violence lancé depuis ce banc (des accusés)».

On demande aux accusés de s'expliquer sur les armes que certains brandissent sur les photos prises.

Alain Péraldi explique qu'il a accepté de se laisser filmer avec un fusil et deux cartouchières à la requête des cameramen de la télévision. Rappelons que c'est cette même télévision qui a ensuite fourni les films comme pièces pour l'instruction !

Edmond Siméoni et Francis Sicurani dénoncent le scandale de la COVIREP : «Il s'agit d'une escroquerie caractérisée». Ils lancent à l'avocat général qui rappelle que les dirigeants de cette société sont poursuivis pour banqueroute frauduleuse : «Y aurait-il une action en

justice s'il n'y avait pas eu l'Aléria ?», réaffirme : «Il y a des gens qui protègent les escrocs !».

La journée d'hier a été réservée à l'audition du préfet Gilly, préfet de la Corse au moment d'Aléria et du sous-préfet Guérin.

Un peu trop raide, arrivant mal à cacher sa nervosité, le préfet Gilly dépose longuement. Il ne peut nier l'existence d'un fabuleux scandale des vins, que les accusés lui

reprochent d'avoir tout fait pour étouffer. E. Siméoni explique : «Sur deux millions d'hectolitres, 1,7 million d'hectolitres soit 80 % de la production sont commercialisés par des escrocs !». Le préfet Gilly dépeint Siméoni comme «un intellectuel séduit par la violence». Un échange intéressant a lieu au sujet de la fraude électorale en Corse, «génératrice de la violence» de l'avis de Siméoni.

On apprend qu'il y a eu jusqu'à 33 000 votes par correspondance, soit plus du 1/4 des électeurs ! Le préfet donne l'exemple d'une soirée électorale particulièrement chaude : «Un assesseur sort par la porte et crie : untel a gagné ! Un autre sort par une fenêtre et donne un autre nom. Des gens sortent des fusils, tirent dans les lampes et refont les urnes dans le noir !» Edmond Siméoni : «De la fraude, il y en a partout en Corse, même dans

les élections aux conseils des parents d'élèves !»

En ce qui concerne l'incident d'Aléria, le préfet se réfugie derrière le fait qu'il était à Ajaccio et faisait l'intermédiaire entre le sous-préfet sur le terrain et le ministre de l'intérieur. Le sous-préfet tente de justifier l'assaut par l'irritation des autorités devant la présence de toute la presse à Aléria «l'exemple d'Aléria pourrait représenter un grave danger pour le reste de l'île». Il regrette à sa façon les conséquences : «Je déplore le manque de préparation. On n'aurait dû utiliser que des engins blindés !»

L'avancée du procès confirme la difficulté qu'a le pouvoir à justifier sa politique de force, à cacher les complicités entre escrocs et autorités. Aujourd'hui, suite des auditions des témoins de l'accusation.

Pierre PUJOL

# LUTTES OUVRIERES

Caluire légumes (banlieue lyonnaise)

## DES CONDITIONS INVIVABLES

Depuis le 19 mai, les vingt ouvriers de Caluire Légumes, pour la plupart immigrés, ont arrêté le travail. La grève a été déclenchée après la mort d'un camarade. Quand on travaille à Caluire-Légumes, on a cinq chefs et deux patrons sur le dos. On est toute la journée courbé, par tous les temps, à couper des salades. Lorsqu'il y a un accident, il n'est jamais reconnu. «La semaine passée, le copain est mort après six mois d'hôpital et trois ans à Caluire-Légumes».

La position courbée et les produits de traitement n'y sont pas pour rien. Les conditions de logement sont déplorables. Le patron loge ses ouvriers dans des bungalows de dix mètres carré sans douche, sans eau chaude, sans WC, sans poubelles, sans verrous à la porte, (les patrons et les chefs sont comme chez eux). A côté des bungalows, on a stocké fumier, engrais et gas-oil. Sur cinq bungalows le patron fait 400 F par mois et ne donne pas de reçu.

### CE QUE LES OUVRIERS AGRICOLES RÉCLAMENT

- Un salaire horaire minimum de dix francs (actuellement 8,72 F de l'heure).
- Un horaire fixe : 7 h 30

- midi, 13 h 30-17 h (actuellement cela est laissé au bon gré du patron).
- Acompte le 15 du mois et la paye le 30.
- La suppression du travail le samedi, une demi heure de casse-croûte payée.
- La suppression du travail sous la pluie ou la neige.
- La liberté de discuter pendant le temps de travail.
- La suppression de toutes les brimades de la part des chefs.
- Tous les matins, l'affichage du travail à faire pour chacun.
- Les réunions prises sur le temps de travail.
- Le logement gratuit avec toutes les mesures d'hygiène.
- L'amélioration de l'environnement des chambres.
- L'entière liberté de dispo-

ser et d'organiser notre temps hors du travail.

- Le patron le soir nous dit : «A dix heures, au lit !»
- Le droit de recevoir n'importe qui dans notre chambre
- Les élections des délégués du personnel.
- Le paiement des heures de grève et l'assurance qu'aucune sanction ne sera prise suite à la grève.

A la grève, le patron répond par la provocation.

Vendredi, Charbotel a foncé avec sa voiture sur deux grévistes. Il a essayé de briser la grève en faisant couper les salades par des ouvriers. Mais il a échoué, les ouvriers ont refusé de travailler quand ils ont su que les gars étaient en grève. Carrefour a déjà fait retourner un camion de salade qui était mal coupée. Les ouvriers constitués en section CFDT ont décidé de continuer la lutte jusqu'à ce que le patron prenne en compte les revendications et hier soir, les travailleurs discutaient avec quelques travailleurs turcs qui ne se sont pas encore mis en grève.

Corr. Lyon

## Quadrillage policier à Montpellier



La police est à nouveau intervenue hier pour faire passer les examens et empêcher les étudiants grévistes de tenir des piquets à l'entrée des salles d'examens. Le quartier des facs était totalement quadrillé par les forces de police qui ont sévi avec leur brutalité coutumière. Les identités de tous les étudiants étaient vérifiées, plusieurs furent emmenés au commissariat. En riposte à l'agression policière, les étudiants ont manifesté et ont affronté les CRS.

### LIBERTÉ POUR ROMAIN LE GAL : LEVÉE DES INCULPATIONS :

Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste, est toujours emprisonné à la maison d'arrêt de Fresnes. Il est inculpé, ainsi que trois autres militants de «reconstitution du PCMLF».

Récemment, la police de Poniatowski a perquisitionné au domicile de ses parents, petits paysans de Plouhinec en Bretagne. Ceux-ci ne se sont pas laissés intimider par la police et ont refusé de signer quoi que ce soit concernant leur fils.

Exigeons la libération immédiate de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques, la levée de toutes les inculpations !

## UN RAPPORT ACCABLANT POUR LES PÉTROLIERS

«Sous quelque forme que ce soit, aucun des grands produits pétroliers, aucun stade de la commercialisation n'échappent à la collusion des firmes et surtout des huit firmes dominantes -Shell, Total, Esso, BP, Elf, Antar, Mobil, Fina- le marché est truqué dans sa totalité. Il n'est pas une affaire administrative, pas un client du secteur industriel qui ne fasse l'objet de discussions, de négociations, de compromis, voire de tirage au sort lorsque l'accord ne se réalise pas ; il n'est aucun prix qui ne soit débattu à la table, qui ne soit protégé dans les faits par des offres de complaisance».

Ces quelques phrases sont extraites du rapport Pellevoizin sur les ententes illicites entre firmes pétrolières que publie actuellement «Libération». En 71, un revendeur de produits pétroliers marseillais, Bodourian porte plainte contre les pressions dont il est l'objet de la part des grosses sociétés pétrolières.

Pellevoizin, inspecteur principal de la brigade nationale d'enquêtes du ministère des finances, est chargé de l'enquête. Cinq mois plus tard, il remet un rapport accablant pour les sociétés pétrolières, démontrant de manière irréfutable que celles-ci s'entendent pour se partager le marché et imposer leurs tarifs. Malgré ce rapport et les pièces à conviction réunies, l'affaire traîne bizarrement en longueur. En 73, le ministère

des finances passe un accord avec les sociétés pétrolières leur laissant les mains libres, actuellement le ministère de la justice tente de conclure l'affaire par un non lieu.

A vrai dire, ce n'est pas une révélation, mais bien plutôt une confirmation des méthodes employées par les grandes firmes capitalistes dans quelque branche que ce soit, et des complicités dont ils bénéficient au gouvernement.

## en bref... en bref...

• Albert Teisseyre incarcéré à la prison des Baumettes après la fusillade de Montredon a été admis à l'hôpital de la prison. Il avait entamé une grève de la faim, vendredi dernier.

• La librairie Maspéro a été victime d'un attentat à l'explosif dans la nuit du 24 au 25 mai. Les dégâts sont importants. Gageons que la police n'arrivera pas à mettre la main sur les responsables !

## LUTTES OUVRIÈRES

## SALLAUMINES CONTINUER LE COMBAT

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE CFDT DES MINES  
DU BASSIN NORD-PAS DE CALAIS

—Le Quotidien du Peuple : Où en est le mouvement de grève aujourd'hui ?

—En ce qui concerne la situation aujourd'hui, la grève continue sur l'unité de production de Courrières. Il n'y a qu'une fosse qui, ce matin, a repris le travail, elle avait déclenché hier une grève de 24H, mais aux fosses 3, 4 et 5, et notamment au 5 de Sallaumines, où le premier lock-out avait été prononcé hier, la lutte continue.

Aujourd'hui donc, on vote pour l'élection des délégués mineurs et des délégués permanents de la surface. J'en reviens à l'instant, la participation au vote est particulièrement bonne. Bien sûr, on n'atteint pas encore les 50 % de participants, mais c'est maintenant que les gars vont venir. Le vote se déroule à peu près normalement, encore qu'il y ait des difficultés pour ceux qui habitent loin.

En ce qui concerne les deux fosses qui ont été lock-outées hier matin, c'est-à-dire la fosse Desjardins, ici à Sin-le-Noble et au 9 de l'Escarpel, deux fosses qui appartiennent à l'unité de production de Douai : à la fosse Desjardins d'abord, les camarades de la CFDT ont pris la parole ce matin aux lavabos devant les mineurs pour leur donner une information et surtout pour insister sur la nécessité, compte tenu de la décision qu'on a prise hier soir, d'étendre le mouvement et d'aller jusqu'à la grève générale, annonçant que la CFDT a porté plainte contre la direction des Houillères, demandant aux mineurs de la fosse Desjardins qui avaient été lock-outés hier matin, de poursuivre l'action. Alors la CGT est restée complètement muette, invisible même et de ce fait-là, les mineurs ont hésité un moment et voyant qu'il n'y avait pas unité syndicale, ont finalement décidé de travailler. Le délégué CGT disant : «On verra ça la semaine prochaine, après les élections...», ce qui ne pouvait pas plaire aux travailliers. En ce qui concerne le 9 de l'Escarpel qui a été lock-outé hier, au poste d'après-mi-

di, là c'est la grève générale, tous les mineurs sont en grève à l'appel des deux organisations CGT et CFDT. Donc, en ce qui concerne le 9 de l'Escarpel, aujourd'hui, les mineurs sont en grève et pas seulement une grève de 24 H, il a bien été précisé que c'était une grève illimitée. Voilà, en somme, la situation du mouvement.

—Le Quotidien du Peuple : Ça veut dire combien de mineurs dans le mouvement ?

—Actuellement, on peut dire qu'il y a à peu près 3 500 mineurs. Au poste du



matin, sur à peu près deux mille commandés, il y a un petit quatre cents mineurs de descendus mais enfin il faut savoir qu'il y a quand même des gens qui descendent pour la sécurité, et puis de toutes façons, ce sont les chiffres de la direction. On peut donc considérer qu'il y a entre 3 000 et 3 500 mineurs qui sont en grève aujourd'hui. Ailleurs, les gens

sont dans l'expectative, ils attendent. Il est bien certain que le fait qu'il y ait les élections aujourd'hui, la CGT a été très méfiante, assez réservée sur l'extension du conflit. Que feront-ils demain ? Je sais que la direction va jouer sur cette élection en disant : au lendemain de l'élection, il n'y aura plus rien. C'est ça le calcul qu'ils font : il n'y aurait pas de lendemain après la journée d'élection. Par ailleurs ce matin, j'ai entendu un communiqué de la CGT mineurs qui dit que demain la CGT fera tout pour développer l'action. En ce qui nous concerne, il n'y a pas de problèmes, notre communiqué est clair et net : on appelle

— Il y a toujours les deux organisations alignées, CFTC et FO qui sont contre la grève, qui ont distribué des tracts disant qu'on veut entrainer les mineurs dans l'aventure et qui s'alarment du fait qu'à un moment donné les piquets de grève ont fermé les portes, maintenant les portes sont grandes ouvertes et les gens peuvent entrer et sortir. Les gars se déterminent librement et démocratiquement. La CFTC s'attarde beaucoup plus sur le fait qu'à un moment donné, on a fermé les portes que sur l'atteinte au droit de grève. Je relève là, dans un de leurs tracts une ineptie, par exemple : «Le droit de grève existe, donc ce n'est pas le peine d'en discuter avec la direction...» ! Bien sûr, que le droit de grève existe, mais à partir du moment où on le met en cause et on essaie d'y porter atteinte, c'est à ce moment-là qu'il faut réagir, même si, en titre, ce droit existe. Quant à FO, ils ont essayé dans les coins où ils ont des délégués mineurs de casser le mouvement aussi, mais là où ils ont été coincés, c'est quand les mineurs leur ont dit : «Expliquez-nous un peu pourquoi à l'entrevue de vendredi, vous n'êtes pas allé discuter de nos problèmes avec la direction mais par contre, vous êtes allé déjeuner avec Stoléro quand il est venu à Lens...?» Alors là, FO est coincée, ils ne savent pas quoi répondre.

— QdP : Cette lutte marque-t-elle, selon toi, un renouveau de la combativité des mineurs ?

— Nous, au niveau de la position des travailleurs, on ressent quand même que certains comportements des mineurs rappellent la veille de 1963. Je suis assez étonné, pour avoir moi-même assez souvent déploré que la combativité des mineurs du bassin du Nord-Pas de Calais soit à ce point éteinte, mais on sent aujourd'hui, une combativité indéniable. Il y en a pas mal qui disent : «Les mouvements d'une heure bien sûr, on en a fait par solidarité mais, maintenant, il faut frapper plus fort». C'est très bon signe.

à l'union de tous les mineurs pour passer à l'action y compris jusqu'à la grève générale, parce qu'il est nécessaire, indispensable devant cette agression caractérisée de la direction qu'il y ait un coup d'arrêt et qu'on réagisse.

— QdP : Et FO et la CFTC, quelles positions adoptent-ils ?

BNP (20<sup>e</sup>)

## Les employés occupent leur agence !

Les employés de la BNP-Gambetta dans le 20<sup>e</sup> arrondissement occupent toujours leur agence. C'est le 26 avril que, las d'attendre des promesses qui ne se réalisaient jamais, ils se sont mis en grève. «On

me dit que les employés de banques sont bien payés, qu'ils n'ont pas à se plaindre, dit l'une d'elles. Regardez ma feuille de paye !» Sur un panneau placé à l'entrée de l'agence, plusieurs feuilles sont

affichées. On peut voir : employée, 3 ans d'ancienneté, 1 660 F nets par mois. Ou encore : employée avec CAP, deux ans d'ancienneté, 1 760 F.

Les employés de la

BNP Gambetta exigent l'alignement de leurs salaires sur ceux des autres agences (150 F d'augmentation), l'augmentation des effectifs et de meilleures conditions de travail.

Lundi matin à 7 heures, comme c'est devenu l'habitude à chaque fois que les travailleurs se mettent en grève, les sbires de Poniatowski pointent leur nez. «Il y en avait partout, dit une dame du quartier. On aurait cru qu'ils voulaient faire sauter le quartier». Mais les employés n'ont pas cédé et les flics ont dû repartir.

La solidarité des employés des autres agences de la BNP et de la population du quartier se développe. Des motions, des télégrammes, commentent à affluer et il y a un attroupement presque continu devant les panneaux, juste à l'entrée de l'agence. La direction de la BNP qui fait la sourde oreille depuis le début du conflit devra bien céder.

BANQUE DUPONT : 11<sup>e</sup> JOUR DE LUTTE

Hier matin, la lutte en était à son onzième jour. Une partie des employés de la banque Dupont à Paris (secteur de virement des chèques postaux, compensation), est en grève pour une augmentation des salaires : 2000F minimum et 125F. Vingt bulletins de paye ont été affichés dans le self restaurant : «Certains d'entre nous touchent 1500F par mois», nous dira une employée.

«C'est le moment de tenir et de ne pas lâcher», dit-on ici. «Mardi, c'est le 1<sup>er</sup> juin donc la fin du mois ; c'est à cette période que la banque a les plus gros travaux à effectuer : la comptabilité, le relèvement des comptes, les bilans...»

Il est vrai que c'est un aspect qui peut jouer en faveur des grévistes et amener la direction à céder sur les revendications.

Mais ici, on se rend aussi de plus en plus compte que la direction est prête à perdre de l'argent, car son but est bien «d'empêcher une victoire qui serait un précédent pour les autres banques». Il s'agit donc de bien résoudre les problèmes qui pourraient conduire à l'effritement : renforcer l'animation de la grève, sa prise en mains par tous, prendre en charge largement les problèmes financiers et aussi rallier les non-grévistes (50%). Certes, ceux qui travaillent n'occupent pas

des secteurs clés mais une partie du travail se fait quand même.

Rallier les non-grévistes, c'est bien sûr lever un certain nombre d'obstacles. Une employée nous dira «certaines ne sont pas en lutte ; elles disent : «on m'a promis de l'avancement». Comment combattre ces illusions parfois tenaces ? «Il faut montrer que sans lutte, on n'a jamais rien eu. Avant, on faisait 45 heures, on n'avait que 15 jours de vacances ; on a fait la grève, on a eu 3 semaines, on a recommencé, on en a eu 4 etc...» Ce travail d'explication doit être renforcé rapidement, car la direction joue bien sûr à fond la division.

## Communiqué du syndicat régional CFDT des mineurs du Nord-Pas de Calais

«Le syndicat régional des mineurs CFDT du Nord-Pas de Calais proteste énergiquement contre la mise en lock-out par la direction des Houillères des mineurs de la fosse Desjardins à Sin-le-Noble et de la fosse 9 à l'Escarpel, intervenu ce lundi 24 mai, après le lock-out des mineurs de la fosse 5 de Sallaumines, intervenu le 13 mai, sous prétexte que ces travailleurs ont observé une grève d'une heure en début de poste. La CFDT appelle toute la profession minière à réagir vigoureusement y compris par la grève générale contre la décision de la direction des Houillères qui est une véritable provocation. Elle soutient sans réserve la lutte déjà engagée par les mineurs de l'unité de production de Courrières et du Douaisis. La CFDT a décidé de porter plainte contre la direction des Houillères du Bassin Nord-Pas de Calais pour atteinte au droit de grève inscrit à la constitution de la République et pour entrave à la liberté du travail des mineurs».

DIJON  
GALA DE SOUTIEN À  
BOURGOGNE  
ÉLECTRONIQUEMercredi 26 mai - 20 h 30 - Cinéma Arc-en-Ciel  
Rue du Marché Wazemmes

• DES TRAVAILLEURS DE BOURGOGNE  
ÉLECTRONIQUE  
• LES CLOWNS DU PRATO ET LEUR PIÈCE

# INTERNATIONAL

## LIBAN

### LES PHALANGES ATTAQUENT DES CHRÉTIENS

Lundi, les Phalanges stationnées à Jounieh ont attaqué le bourg de Jbeil, détruisant dix-sept maisons. A Jbeil, la population est chrétienne. Elle n'a pas participé aux combats pendant toute la période des événements, suivant en cela la politique du député du bourg, Eddé, chef du «Bloc National».

Encore une fois, les événements prouvent qu'il

ne s'agit pas d'une guerre confessionnelle au Liban, même si les Phalanges sont confessionnalistes. Au Liban, il s'agit d'une guerre entre les forces patriotiques, chrétiennes et musulmanes et les forces réactionnaires. Nombreux sont les chrétiens qui ont participé activement aux combats du côté des forces patriotiques, à Zahlé dans la Békaa, à Dhour Choueir dans la monta-

gne, à Qobbé dans le nord et à Beyrouth même. Il y a aussi beaucoup de chrétiens qui n'ont pas rejoint les Phalanges mais qui n'ont pas encore rejoint les forces patriotiques, comme ceux de Jbeil.

Ceux qu'on appelle «les chrétiens modérés», ceux qui se sont mis à l'écart des événements, sont représentés par Eddé. Leur conception de ce que doit être le Liban est en fin de compte réactionnaire. Eddé a toujours demandé la présence des «casques bleus», officiers de l'ONU au sud du Liban pour empêcher que la Révolution Palestinienne n'accomplisse son devoir national à partir du Liban. Il considère que la force du Liban «vient de sa faiblesse», c'est-à-dire qu'il faut la présence de l'ONU au Liban. Mais Eddé n'a pas combattu aux côtés des réactionnaires et a refusé toute intervention étrangère. C'est à cause de cette attitude, qui montre le caractère non-confessionnel des combats, que les Phalanges commencent à massacrer des chrétiens.

Y.K.

### APRÈS LA DÉCLARATION FRANÇAISE

Les réactions à la proposition française d'envoyer des troupes françaises au Liban ont continué à se manifester. Devant le refus global de cette ingérence, même les phalanges ont dû reculer : le fils de Gemayel, grand responsable militaire des phalanges s'est prononcé contre une présence française.

Dans les capitales arabes, les commentaires continuent au sujet de cette histoire. A Alger, le

président Boumeddiène a dit que «la menace d'intervention française reviendra à rééditer le débarquement américain de 1958 et situe la permanence d'un plan impérialiste dont le Liban constitue un autre point d'application».

Le président algérien a reçu le commandant Jalloud, président du Conseil Libyen, et le ministre irakien du travail et des affaires sociales pour étudier les dangers qui menacent la nation arabe.

## USA

La comédie électorale

### AVANT-DERNIER TABLEAU DES PRIMAIRES

Six élections primaires, devant contribuer à trancher sur les candidats que chaque parti (démocrate et républicain) présentera aux élections présidentielles de novembre, avaient lieu hier aux Etats-Unis.

Du côté républicain, le président en poste, Gerald Ford, a refait son retard sur son concurrent Reagan. Des réunions internes à son parti (qui désignent dans certains Etats où les primaires n'ont pas lieu les délégués à la convention républicaine), lui ont permis de passer à 710 mandats pour cette réunion, tandis que Reagan n'en a que 541.

Du côté démocrate, Jimmy Carter a toujours une avance confortable sur chacun de ses adversaires pris séparément. Mais on pense maintenant qu'il n'arrivera pas à la convention de son

parti avec la majorité absolue. Ce qui laisserait encore une petite possibilité à l'appareil démocrate de le mettre en minorité en présentant un candidat qu'il lui préférerait.

Les primaires de l'Oregon, de l'Idaho, du Nevada, du Kentucky, du Tennessee, et de l'Arkansas contribueront certainement à éclaircir un peu plus les rapports de force. Mais on attend surtout les résultats du très grand Etat de Californie, qui auront lieu le 8 juin.

Si, chez les républicains, le débat politique est assez clairement posé, Reagan attaquant principalement Ford sur le terrain de la lutte contre la «détente», vis-à-vis de l'URSS, et de la faiblesse américaine vis-à-vis du Tiers Monde, le paysage reste bien embroumé du côté du parti démocrate. Carter, qui a fait dans la campagne électorale un départ foudroyant, se distingue particulièrement par son mystère : à aucun moment, il n'a pris de position nettement sur une voie ou une autre, se contentant généralement de sourire de toutes ses dents.

Telle est la loi des élections à l'américaine : plus il est creux et vague, plus un candidat a de chances de faire l'unanimité, en ne mettant personne contre lui. L'Amérique, en avance dans tous les domaines, a inventé le sommet de la manipulation électorale.

#### TIERS MONDE :

L'Algérie fournira à la Guinée Bissau un important complexe agro-alimentaire : production d'œufs et de poulets, livraison du cheptel et de l'aliment, équipements pour la création d'une zone maraîchère, centre d'apiculture avec ruches équipées. Des techniciens guinéens seront formés pour ces installations en Algérie.

## RFA

### Congrès électoral de la Démocratie Chrétienne QUELLE LIBERTÉ AU LIEU DE QUEL SOCIALISME ?

821 délégués se sont rassemblés le lundi 23 mai au palais des congrès de Hanovre. Dans une salle décorée tout en bleu, la couleur de l'espérance et sous le mot d'ordre principal «Liberté au lieu de socialisme», se tient le congrès électoral de la CDU, le plus grand de son histoire, sous la présidence d'Helmut Kohl, candidat à la chancellerie aux élections législatives du 3 octobre de cette année.

Après l'échec cuisant des chrétiens-démocrates en 72, ils ont pu réaliser succès après succès dans les élections régionales, notamment au Bade-Wurtemberg, il y a quelques semaines, sur le fond de la faillite totale de la politique de réformes du SPD (social-démocratie allemande), et du manque d'autres alternatives politiques pour les masses.

Il y a toujours plus d'un million de chômeurs en Allemagne. Hier, dans son discours, Helmut Kohl a présenté son parti comme seul capable de baisser ce chiffre. La tâche la plus importante d'un gouvernement chrétien-démocrate serait paraît-il la lutte contre le chômage. Mais le thème principal qui ressort de tous les discours, c'est le danger

que le SPD voudrait instaurer une société de type collectiviste. Ainsi Strauss : «L'union mobilisera toutes les forces pour lutter contre une Allemagne socialiste dans une Europe communiste», ou Dregger qui représente la droite de la CDU et qui regrette que le SPD n'ait plus une position aussi nette contre l'extrémisme communiste qu'en 1933 : Dans cette atmosphère, s'explique le mot d'ordre principal des chrétiens-démocrates : «liberté au lieu de socialisme».

Mais même au sein de la CDU, la crainte se répand que ce slogan nuit davantage qu'il ne mène à la victoire en automne. Car vouloir reprocher à Schmidt et Genscher de faire une politique à tendance socialiste, cela dé-

passe même l'imagination des «modérés» de la CDU. Cela est simplement ridicule. Faut-il rappeler encore tout le volet de lois répressives et réactionnaires dont le gouvernement social-libéral est responsable ? Les interdictions professionnelles ou le nouveau code pénal qui menace de prison déjà le possesseur d'écrits de Marx, la liste est trop longue.

Déjà, dans les couloirs du congrès, on chuchote qu'il vaudrait mieux laisser tomber ce mot d'ordre après l'été. Mais cela est peu probable, car Kohl semble trop faible face à la droite de Strauss, Filbinger et Cie qui imposent leur loi. Ainsi, le projet d'élargir la liste de futurs ministres à des modérés comme Kiep a échoué. Et, pire encore pour Kohl, pour la première fois, son image de marque est assombrie par un scandale financier.

Mercredi, les délégués vont adopter la plateforme électorale. La course électorale en Allemagne est ouverte.

## ARGENTINE

Après l'assassinat de 4 Uruguayens

### L'INTERNATIONALE DES GORILLES

Après avoir rencontré successivement Strassner (Paraguay), Pinochet (Chili), le dictateur uruguayen s'est rendu en Bolivie pour s'entretenir avec son homologue Banzer. Ainsi, on assiste actuellement à un resserrement des liens entre les différentes dictatures militaires latino-américaines. L'assassinat de quatre opposants uruguayens en Argentine confirme les liens étroits qui unissent les régimes fascistes d'Amérique Latine sous la bénédiction des Etats Unis.

Le régime fasciste argentin ne s'est pas encore entretenu de façon officielle avec les autres dictatures d'Amérique Latine. Mais dès le coup d'Etat, de nombreux opposants réfugiés, étaient arrêtés, ou portés disparus. A la mi-avril, les corps de sept Uruguayens étaient retrouvés au Nord de Montevideo (Uruguay). A l'aide de témoignages de la famille et des amis des victimes, il était établi qu'il s'agissait de Ferreira, Alvarez, Gil, Cabrera, et Cissela arrêtés tous les cinq à Buenos Aires (Argentine) le 16 avril. La version officielle des autorités uruguayennes indiquait qu'il s'agissait «d'orgie en haute mer...» ou de «mutinerie sur un cargo»...

Egalement le cadavre d'une opposante uruguayenne Telba Jvarez, a été retrouvé criblée de balles à Buenos Aires.

Les quatre personnalités assassinées à Buenos Aires ce week-end, étaient réfugiées en Argentine ; deux d'entre elles, anciens députés en Uruguay,

avaient été arrêtées par la police.

On est d'autre part sans nouvelle des trois enfants de Rosario Bareiro, une

1974, date à laquelle il avait été arrêté avec ses parents par la police argentine. Ses parents étaient découverts assassinés quelques temps après, non loin de Montevideo.

Le coup d'Etat des militaires argentins a aggravé une situation déjà existante sous le régime d'Isabelle Péron. L'alliance Anti-Communiste Argentine (AAA), multipliait les enlèvements et les massacres

trois citoyens boliviens, C. Mario Echenique, dirigeant du PCR uruguayen...

Avec l'escalade de la répression due aux liens plus étroits qui unissent les dictatures, se sont maintenant des milliers de réfugiés politiques en Argentine qui se trouvent directement menacés. Certains assassinés et torturés sur place, les autres remis aux gorilles de leur pays.

Ainsi les fascistes d'Ar-



des quatre, arrêtés en même temps qu'elle. L'enlèvement d'enfants est une pratique courante pour les dictatures. En Uruguay, un enfant de trois ans, Amaral Garcia, est porté disparu depuis novembre

depuis le début de l'année. De même, la police avait, avant le coup d'Etat, procédé à plusieurs arrestations d'opposants réfugiés, notamment Carlo Déquer, Pedro Papatzakis, Mario Médina, tous

gentine, d'Uruguay, de Bolivie, du Chili frappent toujours de la façon la plus sauvage, sans faire taire cependant la voix de leurs peuples.

P. VIDAL

## INTERNATIONAL

## LE VIETNAM UN AN APRES

ENTRETIEN AVEC ROGER PIC (1<sup>er</sup> partie)

L'essentiel, actuellement, au Vietnam, c'est la réunification. On a dit qu'elle était faite de facto ; maintenant, elle devient une réunification politique, à la suite des élections. Il va y avoir la réunion de l'Assemblée Nationale à Hanoï dans quelques semaines. On va mettre en place tout un système administratif nouveau.

## UN DÉSIR DE SE RETROUVER

Cette réunification existe déjà, en fait, dans la mentalité de la population. Il y a un désir de se retrouver dans les familles qui avaient été dispersées à cause de la guerre, de la séparation provisoire du Vietnam après les accords de Genève de 1954.

Beaucoup de gens du Sud remontent vers le Nord pour retrouver des parents, et beaucoup de gens du Nord descendent vers le Sud d'où ils étaient originaires : au moment des accords de Genève, en 1954, il y avait eu une espèce de séparation provisoire. Maintenant, on se recherche, on se retrouve, on essaie de se réinstaller dans sa zone d'origine. Cette interpénétration des deux sociétés antagonistes est peut-être la meilleure manière de rapprocher les mentalités.

Il est clair que tout cela prendra beaucoup de temps. Les autorités viet-

namiennes le déclarent elles-mêmes : « Nous avons mis trente ans à lutter pour notre indépendance. Nous avons entrepris d'abord une résistance contre les Français, ensuite une lutte contre les Américains ; maintenant, notre lutte doit se faire contre les difficultés de la transformation de la société.

Ils prendront le temps nécessaire. On parle, peut-être, d'une ou deux générations, pour arriver à une véritable unification des mentalités. On ne peut, du jour au lendemain, transformer le mode de vie de gens qui ont été conditionnés par une occupation étrangère, par une situation économique et politique complètement différente de celle du Nord.

## PLUS DE FRONTIÈRE !

Le 17<sup>e</sup> Parallèle est une délimitation géographique comme le 18<sup>e</sup> ou le 19<sup>e</sup>. Mais il n'y a plus une frontière entre les deux Vietnam : on a supprimé le contrôle théorique qui existait entre l'administration du Nord-Vietnam et l'administration sous contrôle du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud.

Quand nous avons quitté Hanoï pour notre voyage vers Ho Chi Minh ville, on a adjoint à notre passeport un visa d'entrée pour le Sud-Vietnam, qui n'a

Mardi soir, la télévision diffusait sur Antenne II, un film de Roger Pic sur le Vietnam, un an après sa libération. Hormis le débat terne qui a suivi, où un nostalgique colonialiste de « L'Aurore » faisait pendant à un Américain qui n'avait rien vu du tout, le film en lui-même présentait une vue très intéressante du Vietnam nouveau, de ses difficultés et de ses espoirs. De la rééducation des drogués et des prostituées, à la remise en route des usines et au retour des réfugiés des villes à la campagne, c'est un pays qui réinvente la paix dans l'indépendance qu'il nous a été donné de voir.

Nous avons rencontré Roger Pic, et nous avons eu un entretien avec lui sur ce qu'il a vu, sur la vie d'un peuple dont le nom, des dizaines d'années durant, a été synonyme de l'avant-poste de la lutte anti-impérialiste.

servi strictement à rien. Nous sommes arrivés au pont Ben Hai ; nos accompagnateurs sont allés vers le baraquement où avait

lieu avant, le contrôle, et ils sont revenus bredouilles : il n'y avait pas un seul fonctionnaire. Il n'y avait donc plus du tout de fron-



Rééducation des anciens officiers au Vietnam (Photo Roger Pic)

tière, et ceci bien avant les élections qui étaient sensées concrétiser cette réunification.

## LA FIERTÉ NATIONALE

Le rapprochement de deux sociétés antagonistes est en train de se faire. Les gens du Sud, même conditionnés par l'ancien système, sont avant tout patriotes. Non que tout le monde soit acquis à cette thèse, qu'il n'y ait pas de mouvements contre-révolutionnaires au Sud, et une attitude d'opposition au nouveau régime. Mais, notamment chez les catholiques et chez les bouddhistes, avant toute cho-

un cadeau empoisonné. Du jour au lendemain, on se retrouve avec une armée à démobiliser, des fonctionnaires supérieurs à contrôler et à rééduquer. Parmi les fonctionnaires civils, il n'y avait pas que les employés de bureau, il y avait tout un système mis en place par Thieu pour mener une lutte politique anti-révolutionnaire : les forces de police, le plan Phoenix, l'action psychologique. Donc, au même titre que l'on examine la situation de tous les anciens militaires, ce type de fonctionnaires est également passé au crible maintenant.

On a très rapidement remis dans la vie civile l'essentiel de ces gens, après des cours de rééducation extrêmement brefs. En fait, pour les militaires jusqu'au grade de sous-officier, il y a eu des conférences et des analyses critiques de l'ancien régime pendant deux périodes, une de trois jours et une de sept jours, et à 90 %, on a rendu les droits civiques à ces gens-là. Mais cela représente, du jour au lendemain, un million et demi de personnes sans emploi.

## LA RÉÉDUCATION

Les officiers et fonctionnaires supérieurs sont, actuellement, dans des camps de rééducation. On examine leur cas les uns après les autres ; on leur fait mener une vie qui est loin d'être une vie concentrationnaire. Ce n'est pas le goulag ; ce sont des camps où on leur fait faire des travaux agricoles et où on leur apprend des métiers, où on les perfectionne dans certains artisans. On fait également des séances d'analyse critique, des séances politiques où on essaie de démontrer que l'ancien système était impossible, et que ce que l'on propose maintenant devrait conduire le Vietnam à des solutions profitables à l'ensemble de la population. Combien de temps ces gens vont rester dans ces camps ? Cela doit se décider par une analyse des dossiers, et une mise à la connaissance de la population de la situation de chacun.

## DJIBOUTI

## «L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE» DANS LE PLAN FRANÇAIS

## Lettre d'un responsable de la LPAI

Hier, ont commencé à Paris les conversations du secrétaire d'État aux colonies, Stirn, avec les différentes «forces politiques» de Djibouti. Il s'agit de discussions bilatérales entre la France d'une part, et d'autre part Ali Aref, son représentant local et la Ligue Populaire Africaine, qui se prononce pour l'indépendance complète, et une «opposition parlementaire» à Aref, dont le caractère récent suscite bien des interrogations. L'objectif est de forcer, en organisant une table ronde, la LPAI à reconnaître la représentativité d'Aref et de «l'opposition parlementaire».

En débarquant à Paris, Aref a donné le ton de sa nostalgie colonialiste, en déclarant : «La France a démissionné sur son territoire. L'ordre somalien règne à Djibouti comme l'ordre soviétique à Varsovie». Amertume de vieux serviteur, lâché au profit d'autres plus crédibles ? L'hypothèse n'est en tout cas pas à répéter totalement.

«Si la France s'obstine à se contenter de vieux routiers, dans l'espoir d'ébranler et de dissoudre la volonté de la masse djiboutienne qui a démontré l'ampleur de sa lutte, qui a fait preuve de suffisamment de détermination dans les manifestations anti-colonialistes, je crois que la France se trompe terriblement et s'engage dans un labyrinthe sans

issue. Pour tenter de dupier le peuple, une des pièces maîtresses des manœuvres est le scénario des soi-disant opposants au régime fantoche. Cela a débuté après la déclaration à la BBC du sénateur Barkhat Gourad, début novembre 75. Ainsi, se déclenche le scénario qui n'a fait que se poursuivre jusqu'à présent : une véritable campagne d'intoxi-

cation pour semer le trouble dans les esprits.

Démarrant d'un nombre peu important (13 députés), pour arriver aujourd'hui à environ la moitié du «Parlement» de Djibouti, ces marionnettes dites d'opposition (dont les ficelles sont tirées par des connaisseurs en la matière) feignent d'épouser l'aspiration et le désir du peuple et tentent, sur cette base, de gagner du terrain.

Ce peuple qui s'expose à de terribles sacrifices se voit en fin de compte risquer de servir d'objet d'échange, utilisé pour des feintes personnelles comme cela a été le cas plusieurs fois.

Quelle sera la réaction des militants classés extrémistes ? Eh bien, la lutte ne fait que commencer, elle s'intensifiera, rien ne brouillera notre voie pour la lutte. La France veut conserver ses créa-

tures et nous les imposer, elle refuse de reconnaître les vrais combattants et veut ainsi imposer une entente sur un terrain favorable à elle, en utilisant notamment cette opposition parlementaire, ces vieux opportunistes.

D'autre part, la France et ses amis (occidentaux) préparent «l'après-dialogue» ; si la phase finale ne convenait pas à leurs intentions, ils sont prêts à jeter de l'huile sur le feu.

Aujourd'hui, aucun citoyen n'est dupe de cet engrenage. Une chose est certaine : nous disons non à la parodie de consultation, nous refusons et disons non aux mascarades.

Premiers extraits d'une lettre que Mohamed Aléo Mohamed, membre du Comité Central de la LPAI, responsable d'annexes de ce parti dans les quartiers africains de Djibouti, vient d'adresser au «Quotidien du Peuple».

se, ils sont fiers de pouvoir proclamer l'indépendance de leur pays et son unification. Cela les incite à faire un pas en direction des révolutionnaires, à coopérer à l'édification du pays, d'un nouveau système auquel ils ne croient pas tellement peut-être, dont ils se méfient beaucoup parce qu'ils ont subi une propagande anti-révolutionnaire fabuleuse. Mais petit à petit, ils apprennent à découvrir les vertus de ce nouveau régime.

## UN HÉRITAGE TRÈS LOURD

L'héritage du Sud était vraiment très lourd : c'est

● GRÈCE : Une personne a été tuée lors d'importantes manifestations à Athènes. Les manifestants protestaient contre une loi contre le droit de grève et les libertés syndicales en discussion actuellement au Parlement. Une grève générale de travailleurs du bâtiment avait déjà eu lieu lundi sur cette question.

● PALESTINE OCCUPÉE : Les révolution-

naires palestiniens ont fait exploser deux bombes en plein cœur des terres occupées en 48, à l'aéroport de Lod, malgré toutes les mesures prises par les sionistes dans cet aéroport.

● SAHARA : Une délégation de la République Arabe Saharouie Démocratique effectuée actuellement une visite officielle au Laos. Elle a été reçue par Sisana Sisane, ministre de l'information.

# LA COMMUNE

## courbet et la commune

Par Marie-France MARAND

**«Il a traversé  
les grands courants...»  
(Valles)**

### ● La fédération des artistes

Le 13 avril 1871, à la suite d'un appel du peintre Gustave Courbet, plus de quatre cents artistes se réunissent et votent la constitution d'une Fédération des Artistes. Ce sera le «Gouvernement du monde des Arts par les artistes»; il aura pour mission la «conservation des trésors du passé; la mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent, la régénération de l'avenir par l'enseignement».

Un comité élu de 47 membres (composé de peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et représentants de l'art décoratif) sera chargé de réaliser, de mettre en action ce programme qui se propose de conserver, mettre en valeur les monuments, musées, bibliothèques, pour «favoriser les études et satisfaire la curiosité des visiteurs», ceci pour le Passé.

Pour le Présent: il devra défendre la liberté de l'artiste, le faire connaître par des expositions communales, nationales et internationales, et repousser toute exhibition mercantile, et toute distribution de récompenses.

Les travaux commandés par la Commune seront donnés par concours, aux artistes élus par les exposants.

Quant à l'Avenir, le Comité devra surveiller l'enseignement du dessin et du modelage dans les écoles primaires et professionnelles, ceci par de nouvelles méthodes «attractives et logiques», remarquer les élèves qui révèlent un don supérieur et compléter leurs études aux frais de la Commune. Il devra aussi provoquer et encourager l'enseignement supérieur et les conférences sur l'Histoire et la Philosophie de l'Art.

par les sujets de ses tableaux. Il va représenter le peuple, les travailleurs, les paysans, l'Enterrement à Ornans, les Casseurs de Pierres, les exploités qu'il dénonce (dans «le retour de la conférence», virulente satire du clergé).

Il tente vainement d'exposer au Salon Officiel (seul moyen à cette époque pour faire connaître son œuvre), on le refuse jusqu'en 1844. En 1840, il va exposer dans une baraque; à la porte, il accroche ce manifeste:

*«Je veux être à même de traduire les mœurs, les idées, l'aspect de mon époque selon mon appréciation; être non seulement un peintre mais encore un homme, en un mot faire de l'art violent, tel est mon but».*

Or pour les membres de l'Académie des Beaux Arts souvent professeurs à l'École des Beaux Arts, jurés du Salon Officiel, qui maintenaient coûte que coûte le Beau idéal, le culte de l'antique, pour eux, la nature, le quotidien, la réalité n'étaient que vulgarité, mesquinerie.

Ce que l'on pouvait voir dans les Salons, c'étaient des évocations de l'Histoire Ancienne ou Médiévale fort à la mode.

Un tableau célèbre alors



—«Eh ben ! bougre de canaille, on va donc te foutre en bas comme ta crapule de neveu» (caricature parue dans «Le Père Duchêne»)

de Thomas Couture s'intitulait «Orgie Romaine».

Un nu se devait d'être Dieu ou Déesse antique, sinon cela était vulgaire.

Seuls les peintres paysagistes se situaient à côté de ces modes.

Cependant, des peintres tels que Millet, Daumier (qui feront partie de la Fédération des Artistes) réagirent contre cette vision de l'Art, pour eux la réalité, le monde qui nous entourent, le peuple, les grandes injustices sociales, la misère des uns, le profit des autres, tout cela était sujet à peindre et Courbet sera en quelque sorte leur porte parole, leur défenseur.

**«LAISSEZ-NOUS  
VOS CANONS KRUPP»**

Courbet qui, dès 1844, proclame que ses tableaux sont un manifeste

du socialisme, jouera donc un rôle important dans la Commune.

Il était ami de Proudhon, dont la pensée et les écrits (il publie dès 1840 «Qu'est-ce que la Propriété ?» qui fera scandale) auront une grande influence à cette époque et pendant la Commune. Proudhon publiera peu de temps avant sa mort un essai «du principe de l'Art et de sa destination sociale» et cela disait-il beaucoup grâce à Courbet.

Dès septembre 1870, Courbet est sur la brèche:

### L'adieu de Vallès à Courbet

Exilé à Londres, Jules Vallès rend hommage à Courbet qui vient de mourir exilé, en Suisse.

Qui a peint «La Fileuse», «Les Casseurs de pierres», «L'Enterrement à Ornans», doit être inévitablement - le jour où il faut choisir - du côté où il y a le travail, la misère et les pavés.

Après tous, ne le plaignons pas ! Il a eu la vie plus belle que ceux qui sentent, dès la jeunesse et jusqu'à la mort, l'odeur des ministères, le moisi des commandes. Il a traversé les grands courants, il a plongé dans l'océan des foules, il a entendu battre comme des coups de canon le cœur d'un peuple, et il a fini en pleine nature, au milieu des arbres, en respirant les parfums qui avaient enivré sa jeunesse sous un ciel que n'a pas terni la vapeur des grands massacres, mais que, ce soir peut-être, embrasé par le soleil couchant, s'étendra sur la maison du mort, comme un grand drapeau rouge.

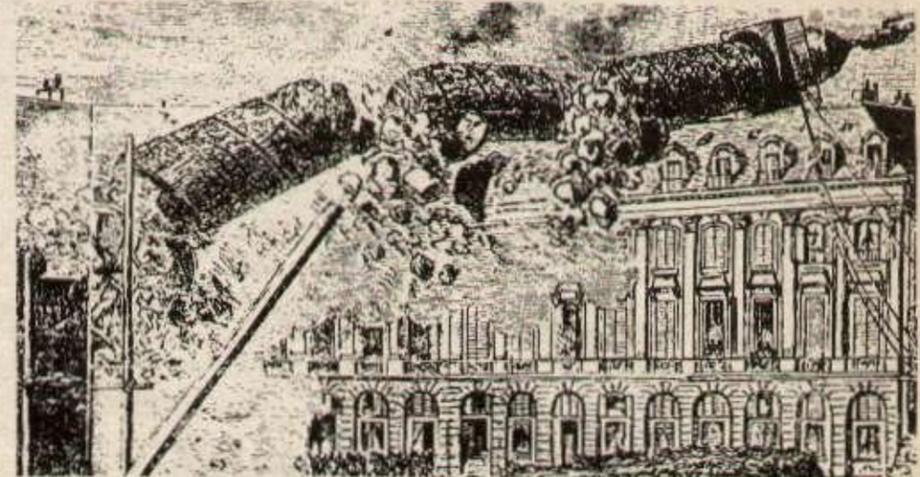
la colonne des peuples, la colonne de l'Allemagne et de la France à jamais fédérés.

Tout son passé d'opposant, sa combativité pendant le siège l'avaient rendu populaire: il fut élu dans le 6<sup>e</sup> arrondissement comme délégué à la Commune. Puis, ainsi que nous l'avons vu, peu après comme Président de la Fédération des Artistes.

aujourd'hui à une esthétique particulière, le sacrifice d'un monument, nous serions successivement amenés à les sacrifier tous pour plaire à l'esthétique de chacun. Il ne faut donc pas détruire, mais déplacer».

La Commune passe outre, l'aspect politique l'emportant: et la colonne est abattue le 16 mai.

Après la Semaine Sanglante, les Versaillais s'acharneront sur Courbet.



il donne plusieurs de ses tableaux dont la vente servira à fondre un canon pour défendre Paris. D'ailleurs, peu de temps avant la déclaration de guerre, il avait déjà montré son opposition au régime de Napoléon III en refusant la légion d'honneur (ce qui provoqua un joli scandale !)

«Tenez (dit-il aux artistes allemands qui peut-être se trouvent parmi les assiégeants de Paris) laissez-nous vos canons Krupp, nous les fondrons avec les nôtres ensemble; le dernier canon gueule en l'air, coiffé du bonnet phrygien planté sur un piedestal acculé sur trois boulets, et ce monument colossal que nous érigeons ensemble sur la place Vendôme sera notre colonne à nous et à vous,

**«ON DÉBOULONNE  
LA COLONNE VENDÔME»**

C'est à ce moment que se situe la grande affaire du déboulonnage de la colonne Vendôme.

Pour beaucoup, ce monument était le symbole du régime Bonapartiste et déjà lors de l'exil de Louis Philippe, Auguste Comte avait demandé sa destruction. Puis en octobre 1870, il y eut un décret, on devait la fondre pour en faire des canons.

Le 13 avril 1871, on demande au Comité de la Fédération des Artistes de statuer.

Courbet déclare alors: «Il n'appartient pas aux artistes, dont la mission est essentiellement créatrice, de détruire un objet d'art si mauvais soit-il, et la raison en est simple: c'est que si nous faisons

voulant faire un «exemple»: procès, prison, privation de ses biens; condamné à payer la reconstruction de la colonne, (ce qui représente une somme fabuleuse), il mourra en Suisse avant d'avoir payé la première annuité. Et pourtant, lui le «vandale», le «barbare», n'avait-il pas durant la Commune fait blinder les sculptures de l'Arc de Triomphe, et mis à l'abri tous les trésors artistiques du Louvre ?

Courbet représente cette mince frange d'artistes qui s'insurgent contre un régime d'oppression et luttent dans leur domaine culturel; leur isolement, leur idéalisme freinent parfois leur radicalisation, mais lorsque les masses s'insurgent, ils sont emportés par le mouvement révolutionnaire et vont au-delà d'eux-mêmes.

### Et les «grands» écrivains de l'époque, qu'en pensaient-ils de la Commune ?

Ce qui frappe dans tous ces jugements de l'intelligentsia de l'époque, c'est à la fois leur caractère simpliste, à courte vue, en somme, leur indigence intellectuelle, et la bassesse, la vulgarité de leur plume réputée pourtant si distinguée.

*«Nous avons été la proie d'un soulèvement total de tous les déclassés, de tous les fruits secs...»*

Leconte de Lisle

Même son de cloche haineux chez Jean Richepin

*«Ce fut un soulèvement des déclassés et un gouvernement de fruits secs».*

*«Il y a sous toutes les grandes villes des fosses aux lions, des casernes fermées d'épais barreaux où l'on parque les bêtes fauves, les bêtes puantes... Un jour, il advient ceci que le beluaire distrait oublie ses clefs aux portes de la ménagerie... Des cages ouvertes, s'élancent les hyènes de '93 et les gorilles de la Commune».*

Théophile GAUTIER

*«Je trouve qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune et forcer ces sanglants imbéciles à déblayer les ruines de Paris, la chaîne au cou, en simples forçats».*

Flaubert

Et l'ami de Flaubert, Maxime Du Camp, de «philosophe» au long de quatre volumes haineux, «les convulsions de Paris», ce qui lui valut d'ailleurs un fauteuil à l'Académie: «L'origine de la Commune remonte au temps de la Genèse, elle date du jour où Cain a tué son frère. C'est l'envie qui est derrière toutes ces revendications bégayées par des paresseux...».

«La Commune doit à l'élève l'outillage, l'Artiste doit l'Œuvre». On ne veut plus du dirigisme officiel qui entrave la liberté de l'artiste, des commandes d'Etat qui étaient privilégiées pour certains, des écoles et salons aux mains d'un même groupe de personnes qui étaient «les défenseurs têtus d'un amas de conventions et de préjugés». On supprime alors les Beaux Arts, l'École de Rome et d'Athènes.

Et l'on crée un journal: «L'Officiel des Arts».

**COURBET:  
REPRÉSENTER  
LE PEUPLE**

Ce fut Courbet qui fut élu président du comité à une grande majorité.

Qui est Courbet ? Un personnage étonnant, un grand peintre qui a déjà beaucoup fait parler de lui; on l'aime, on le hait. Pourquoi ? Il va révolutionner la peinture, non pas par sa technique, sa façon de peindre, qui est classique et fait d'ailleurs presque l'unanimité, mais

# LE FILM «L'AFFICHE ROUGE» LA RESISTANCE AU PASSE

INTERVIEW DE FRANCK CASSENTI (Recueillie par Claude Ancher)

Présentée la semaine dernière au Festival de Cannes dans le cadre de «Perspectives du cinéma français», «L'Affiche Rouge» (Prix Jean Vigo 1976), de Frank Cassenti, évoque la place tenue dans la Résistance par les travailleurs étrangers : Arméniens, Polonais, Italiens, etc..., aux côtés de leurs frères de classe français.

Après avoir arrêté Manouchian et 22 autres combattants immigrés, les nazis et leurs collaborateurs pétainistes (que notre bourgeoisie tente de réhabiliter aujourd'hui), ont cherché à déconsidérer la Résistance en la présentant comme formée de saboteurs criminels à la solde de l'étranger. Dans leur propagande, ils collèrent des milliers d'affiches rouges, en vain. Les affiches furent recollées par des bandeaux disant : «morts pour la France» ou des inscriptions à la gloire de ces héroïques résistants.

Question : Quelles étaient tes intentions, ton but en réalisant «L'Affiche rouge» ?

Frank Cassenti : C'était de faire un film qui s'inscrive en faux contre la façon dont l'idéologie dominante représente la Résistance et d'une manière générale, l'Histoire. D'habitude, l'Histoire et la Résistance sont utilisées comme une toile de fond animée où tous les ressorts psychologiques, les mécanismes du suspense, etc... jouent à fond.

Nous avons essayé de mettre le spectateur dans une situation différente de celle dont il a l'habitude, de lui donner une possibilité critique vis-à-vis des images.

Quant au contenu même, mon objectif a été d'aller plus loin que ce qu'on voit jusqu'ici sur la Résistance : montrer la lutte des immigrés, la lutte des juifs, des communistes, tous les éléments qu'on escamote dans les films.



Q. : Quel rapport, à ton avis, le spectateur est-il amené à établir entre le film et la situation actuelle ?

F.C. : Notre projet, assez limité, est de prouver que si demain le fascisme renaissait, des jeunes et des moins jeunes pourraient s'identifier à un combat qui a été mené voici trente ans et reprendre ce combat.

De plus, nous avons voulu rappeler que la résistance immigrée a été l'incarnation de l'internationalisme prolétarien. Aujourd'hui, on peut faire le rapport, par exemple, avec la situation des travailleurs immigrés en France. Ces rapports ne sont pas indiqués dans le film par des slogans, mais ils procèdent surtout de l'émotion.

Mais il y a aussi dans le film des

phrases qui ont une fonction d'éducation. Ainsi quand l'officier allemand interroge l'Espagnol Alfonso, il lui dit : «le national-socialisme n'est pas une doctrine politique, c'est le génie du Führer qui a dépassé les espérances des banquiers et des industriels qui l'ont porté au pouvoir». Dans une situation assez classique dans les films «rétros» au lieu de faire dire à l'officier : «avoue, sinon on te torture», on énonce un discours politique qui met en cause les fondements du fascisme.

Si ce film est vu par exemple par des ouvriers immigrés de Renault, ils vont reconnaître le combat des immigrés résistants et faire un lien direct avec le combat qu'ils mènent à Renault.

Q. : Dans le film, on voit mal le lien qui unit les communistes aux masses, leur travail de masse.

F.C. : Ce n'est pas montré comme un reportage. Mais par exemple, il y a le procès où un communiste italien déclare : «pour un travailleur, le pays où il travaille est son pays». C'est un raccourci pour montrer le rapport des communistes aux masses. De même quand l'Espagnol affirme : «vous n'arriverez jamais à éteindre la Résistance parce que pour un de nous qui tombe, vingt autres se lèvent». Ici aussi, les masses sont présentes.

Q. : Quel a été le travail de préparation du film ?

F.C. : Pour le scénario, on a emmagasiné beaucoup de témoignages : la femme et les amis de Manouchian, des responsables de la résistance immigrée, etc... Devant tous ces matériaux et le peu de moyens techniques et économiques à notre disposition pour les exprimer, on a cherché la manière la plus efficace, la plus rapide, et la plus forte pour faire passer l'essentiel. On a repris en compte l'expérience de gens qui avaient eu les mêmes problèmes.

## LES 23 DU GROUPE MANOUCHIAN

Au mois de novembre 1943, le mouvement de la Résistance dans la région parisienne subit une répression très dure : deux cents personnes sont arrêtées, dont une trentaine de résistants immigrés. Organisés dans la M.O.I. (Main d'Oeuvre Immigrée), ils avaient pour tâche de saboter l'activité militaire des occupants nazis. Missak Manouchian était un de leurs chefs.

Les nazis organisèrent un procès séparé contre les résistants immigrés ; la presse vichyste orchestra une campagne destinée à les faire prendre pour des bandits de droit commun.

Le 21 février 1944, les vingt-trois partisans étaient condamnés à mort. Le soir même, vingt-deux étaient fusillés : 1 Espagnol, 1 Roumain, 5 Italiens, 2 Arméniens, 2 Hongrois, 8 Polonais et 3 Français. La vingt-troisième, une femme roumaine, fut décapitée par les nazis le 10 mai 1944, le jour même de son trente-deuxième anniversaire.

Le film de Cassenti s'inscrit dans la tentative de certains cinéastes à donner une autre image de la Résistance qui s'approcherait plus de la réalité.

Et pourtant, l'Affiche Rouge est un film passéiste sur la Résistance qui ne nous permet pas l'appropriation de l'expérience qu'ont menée les 23 du

Groupe Manouchian, ni de comprendre comment et pourquoi, historiquement, le P.C.F. a pu, dès la libération, développer une ligne de collaboration de classes.

La volonté exprimée par Cassenti de faire un film intemporel, est idéaliste et constitue une fuite devant l'analyse de la situation politique actuel-

le, non seulement en France, mais dans le monde. En France, beaucoup savent aujourd'hui, le rôle du P.C.F. à l'égard des travailleurs immigrés (Cf SONACOTRA). Pour ceux qui verront ce film, il est important de le voir, avec un esprit de lutte, en sachant qu'il est largement influencé par l'idéologie répandue par le P.C.F.



Pendant le tournage du film...

comme Brecht au théâtre ; et on s'est appuyé sur la pratique théâtrale de la Troupe du Soleil. D'où un film qui n'a pas d'unité de style. Généralement, le mélange des genres est mal vu ; nous nous sommes au contraire approprié tous les modes de représentation : la Commedia Dell'arte, le théâtre de Brecht, l'expérience de la Troupe du Soleil...

Q. : Comment s'est déroulé le tournage ?

F.C. : Nous avons fait un travail très collectif. Pour nous, il est important de remettre en cause la pratique habituelle basée sur la division du travail à outrance. Pendant le tournage, qui n'a duré que trois semaines, on faisait des réunions avec les techniciens et les

comédiens pour discuter de ce qu'on allait tourner.

Sur le plan financier, tout le monde (machinistes, figurants, acteurs principaux) était payé au même tarif. Puis, on a fait des contrats pour chacun en fonction du nombre de jours de travail.

Q. : Dans le film qui pourtant, présente des résistants communistes, il est peu question de socialisme, de communisme. Pourquoi ?

F.C. : Si on considère la lettre de Manouchian ou certains dialogues, c'est toujours sous-entendu.

Dans le film, on a évité de mettre des étiquettes. Par exemple, la M.O.I. (Main d'Oeuvre Immigrée), était organisée par la CGT. On ne l'a pas dit clairement car beaucoup de spectateurs sont conditionnés par une image de la CGT et du communisme. On a préféré avancer de manière masquée...

Enfin, on a essayé de ne pas figer le film dans le temps. On a supprimé les références temporelles alors qu'aujourd'hui, il n'y a pas un film qui ne comporte pas de détail comme la publicité par exemple datant le film en 1976. A mon avis, dans dix ans, le film n'aura pas vieilli, parce que c'est un film intemporel.

Le Quotidien du Peuple  
Publication du PCRml  
Adresse Postale : BP 225  
75924 Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris  
Distr. par les NMPP - CP : 56942

Tél. au QdP : 208.65.61

# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml



C'est une bonne chose d'avoir fait précéder le programme par une introduction. Je voudrais faire cependant deux remarques :

● Le projet dit que «les deux guerres mondiales déclenchées par les impérialismes concurrents pour le partage du monde, loin de faire reculer les peuples ont au contraire chaque fois vu surgir des nouvelles forces révolutionnaires».

C'est juste, mais je crois que pour tous les résistants la formulation pourrait être un peu choquante si l'on ne distingue pas les caractéristiques de ces deux guerres.

En 40, la situation ne se caractérisait pas fondamentalement par l'affrontement de deux blocs impérialistes nourrissant les mêmes ambitions d'ex-

tension et d'annexions. Il y avait dès lors l'existence d'un ennemi principal pour tous les peuples du monde : le bloc constitué par les impérialismes les plus agressifs, les régimes fascistes : l'Allemagne, le Japon et l'Italie.

Je crois donc qu'il faut faire apparaître le caractère profondément juste de la lutte de libération nationale et anti-fasciste.

● Plus loin : «La scission opérée au sein du Mouvement Communiste International à l'initiative du Parti d'Union Soviétique... n'a enrayé ni les luttes de la classe ouvrière... ni l'avancée de nombreux peuples sur la voie de la guerre populaire. Elle a favorisé l'apparition de nouvelles forces révolutionnaires auxquelles il incombe désormais de guider les masses dans la voie de la révolution et de la libération». Je pense que

tel que c'est dit, cela paraît un peu paradoxal. La scission en tant que telle pour les communistes est une mauvaise chose. Si elle a pu se transformer en une bonne chose, c'est qu'elle ne s'est pas limitée à la division entre partis, mais qu'elle a contribué à tracer une nette démarcation entre les deux lignes et donc à un développement du marxisme-léninisme dans la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme. Sous cet angle, le rôle actif et positif n'a pas été joué par le parti d'Union Soviétique, mais principalement par le Parti Communiste Chinois et aussi le Parti Albanais.

Didier, ouvrier à Chausson  
Section Gennevilliers

A propos de l'Angola : «Ce qui est dit n'est pas clair, on dit l'«Angola a connu une intervention de

divers impérialismes, en particulier de l'URSS». Et juste après, «désormais encerclés, les régimes racistes d'Afrique Australe craignent de voir se développer la lutte de libération avec le soutien des pays indépendants voisins». Par qui sont encerclés les régimes racistes, par l'URSS ?

Cellule 18<sup>e</sup>  
Fédération de Paris

Pour ces mêmes raisons, la cellule Monmousseau également de Paris propose de scinder le paragraphe en deux parties :

L'Angola a été un terrain d'intervention et d'affrontement des deux superpuissances, Etats-Unis et URSS. La victoire en Angola du MPLA s'est accompagnée de la pénétration soviétique en Afrique».

«Suite aux victoires de nombreux peuples de la région, les régimes racistes d'Afrique Australe, désormais encerclés craignent de voir se développer la lutte de libération avec le soutien des pays indépendants voisins.

Cellule Monmousseau  
Paris

Je trouve que dans la partie traitant de la paysannerie, on devrait mentionner l'exploitation de nombreux paysans par le métayage. Voilà ce que j'ai pu voir du métayage en Bresse.

1°) Le métayer : la ferme du métayage reste un système féodal. En effet, le métayer doit partager le produit de la ferme à 50 % avec le propriétaire auquel il est lié par contrat. Par contre, il supporte la totalité des charges salariales. Entretien des locaux et du matériel souvent achat du matériel qui reste acquis à la ferme, les soins à apporter au bétail sont aussi à sa charge.

2°) Les ouvriers agricoles : dans beaucoup de régions, on pratique une ferme d'embauche appelée la loue. Cela se passe généralement la St Jean. Les ouvriers agricoles se lient à leur employeur par contrat d'une durée ne dépassant jamais une année. C'est en fait une forme d'intérim, car remis en question chaque année, il cumule les problèmes d'ancienneté et de stabilité de l'emploi. En plus, ce contrat comprend en plus d'un salaire la nourriture qui est souvent dépendante du bon ou mauvais esprit de l'employeur.

3°) Dans les fermes d'élevage, les temps de repos sont souvent réduits sous prétexte qu'il faut s'occuper des bêtes tous les jours.

Dans beaucoup de fermes, on trouve de la main-d'œuvre non rétribuée, mais forcée en prenant des gosses de l'Assistance qui sont astreints à des tâches subalternes.

Roger (Bresse)

## VIE DU PARTI

### Cet été : enquête chez les paysans

Depuis longtemps et en profondeur, le Quotidien du Peuple dénonce la situation misérable dans laquelle sont de plus en plus réduits la grande majorité des petits paysans. Ne serait-ce pas le lieu pour développer un vaste mouvement de solidarité concrète avec ces travailleurs : ainsi cet été, pendant les vacances, pourquoi des jeunes révolutionnaires n'iraient-ils pas tout simplement aider ces petits paysans ? Ne serait-ce pas là le meilleur moyen pour créer solidarité et entraide entre la jeunesse révolutionnaire et les victimes du capitalisme, affir-

mer la volonté des marxistes-léninistes à se lier aux masses, à s'en inspirer, et non pas à se contenter de parachuter une ligne comme le font les réformistes. Bien entendu, tout le monde ne peut disposer et de longs loisirs et de la possibilité de ne pas gagner sa vie pendant les vacances ; aussi pour qu'un vaste mouvement se déclenche dans cet esprit révolutionnaire, il faut de l'organisation. Le journal d'un Parti révolutionnaire ne pourrait-il pas s'en charger ?

JMJ PARIS (étudiant)

La lettre de ce lecteur rejoint tout-à-fait les préoccupations du Quotidien du Peuple : nous sommes conscients que, si nous avons augmenté la place accordée dans nos colonnes aux luttes paysannes (viticulteurs), il y a encore sûrement beaucoup d'initiatives à prendre pour rendre compte et participer plus profondément à la construction de l'unité populaire, et en premier lieu l'unité des ouvriers et des paysans.

Les congés d'été peuvent être pour de nombreux ou-

vriers, employés, jeunes et étudiants l'occasion de mieux connaître les problèmes des paysans pauvres et moyens pauvres et... de faire connaître le Quotidien du Peuple plus largement dans les campagnes.

Aussi le PCRml ayant décidé d'organiser durant l'été toute une enquête dans différentes régions de France, nous publions ci-contre son appel en espérant que de nombreux lecteurs intéressés nous écriront afin que la Commission Paysanne du PCR prenne contact avec eux.

A un moment où la crise de l'impérialisme français se répercute lourdement sur les conditions de vie de la petite paysannerie, engageant une partie de plus en plus nombreuse d'entre elle à développer ses luttes et à préciser sa cible, le Comité Central du PCRml a décidé de préparer pour cet été une vaste enquête à la campagne.

En s'appuyant sur les nombreux liens que nous avons déjà tissés, les participants organisés en petits groupes auront pour tâche sur une région d'entreprendre une étude systématique des structures agricoles (tailles des exploitations, importance de la mécanisation, degré d'intégration...). Ils devront dans le même temps

développer largement la propagande communiste, recueillir les idées politiques des paysans et contribuer en faisant connaître les luttes de la classe ouvrière à développer les liens du Parti avec la paysannerie.

Le Comité Central du PCR compte sur une large

mobilisation de tous les camarades, sympathisants et militants révolutionnaires intéressés, sur leur enthousiasme pour contribuer à l'approfondissement de la ligne du Parti et à sa précision.

Le Comité Central du PCRml

# PHOTOGRAPHIE

## maîtriser la lumière pour photographier tous les instants de notre vie

### TROIS SITUATIONS DIFFÉRENTES



1<sup>re</sup> situation : totalement au soleil



2<sup>e</sup> situation : totalement à l'ombre



3<sup>e</sup> situation : zones d'ombres et de lumières fortes alternées

Un camarade, qui a fait des photos à la manifestation syndicale du 1<sup>er</sup> mai, s'est confronté à ces problèmes :

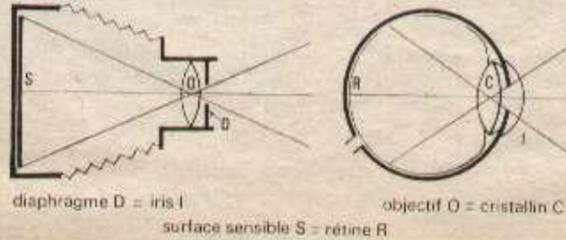
«A la manifestation syndicale du 1<sup>er</sup> mai, je me suis déplacé le long du cortège, pour photographier des banderoles, des parties du cortège donnant soit une impression de combativité, soit une impression de passivité. J'ai donné mes pellicules à développer, certaines photos sont floues, elles sont soit très sombres, soit très claires».

Ce jour-là, j'étais aussi à cette manifestation. C'était un jour très ensoleillé. Il fallait donc faire attention à régler son appareil de manière à atténuer les violents contrastes entre les parties très éclairées et celles qui étaient à l'ombre par exemple sous des arbres ou à l'abri de maisons.

Il y avait trois possibilités de réglage en fonction de ces situations : soit les sujets à photographier étaient dans une partie très éclairée, ou dans une partie à l'ombre, soit c'était une vue d'ensemble de la manifestation où les zones claires et sombres alternaient. Dans ces cas là, l'attention était à porter sur les réglages du diaphragme, de la vitesse et de la pellicule.

#### LE DIAPHRAGME :

Qu'est-ce qu'un diaphragme dans un appareil photo : Le diaphragme joue le rôle de l'iris de l'œil, c'est-à-dire il sert à doser la quantité de lumière qui pénètre dans l'appareil et qui sert à bien sensibiliser le film, tout comme l'iris s'agrandit pour laisser passer une quantité de lumière compatible avec la sensibilité de notre rétine.



(voir les 3 exemples de photographies).

Dans le premier cas, j'ai utilisé un diaphragme important, c'est-à-dire une ouverture qui laisse passer peu de lumière. J'avais une pellicule de 125 ASA, j'ai réglé la vitesse à 1/125<sup>e</sup> de seconde et j'ai mis un diaphragme à f : 11.

Dans le deuxième cas, j'ai ouvert le diaphragme pour laisser passer plus de lumière, c'est-à-dire je l'ai mis sur f : 5,6.

Dans le troisième cas, j'ai mis le diaphragme entre f : 5,6 et f : 11, c'est-à-dire le diaphragme à f : 8.

Que signifient les chiffres : f : 5,6 ; f : 8 ; f : 11 ; f : 16 ; ... f : 22, etc...

Ils correspondent chacun à une quantité de lumière bien déterminée. C'est une mesure de lumière universelle pour les fabricants d'appareils de prises de vue, c'est-à-dire qu'elle est la même dans toutes les marques d'appareils.

reils (allemands, japonais ou autres).

Quel est le rapport existant entre ces chiffres.

Quand on change le diaphragme de f : 4 à f : 5,6 ; f : 5,6 à f : 8, etc... on fait diminuer la moitié de la quantité de lumière qui rentre dans l'appareil.

Inversement, quand on passe de f : 22 à f : 16, f : 16 à f : 11, de f : 11 à f : 8, f : 8 à f : 5,6, f : 5,6 à f : 4, etc... on double la quantité de lumière qui rentre dans l'appareil.

En résumé :

- les nombres les plus forts, indiquent les ouvertures du diaphragme les plus petites (par exemple à f : 16 le diamètre du diaphragme est plus petit qu'à f : 11, f : 8 ou f : 5,6).

- il faut savoir que pour doubler la quantité de lumière qui va pénétrer dans l'appareil, il faut «ouvrir» d'un diaphragme, c'est à dire : passer d'un chiffre (par exemple f : 8) au chiffre inférieur suivant (c'est à dire suivant l'exemple f : 5,6)

- il faut aussi savoir que pour réduire de moitié la quantité de lumière qui va pénétrer dans l'appareil, il faut «fermer» d'un diaphragme, c'est à dire, passer d'un chiffre au chiffre supérieur suivant

- d'un manière générale, pour ceux qui n'ont pas de «cellule» pour mesurer la lumière directement, ils doivent se reporter à la notice du film utilisé et l'adapter aux conditions de prises de vue

- il faut toujours faire très attention au réglage, du diaphragme, de la vitesse, de la pellicule et de la netteté. Aujourd'hui, nous avons vu le diaphragme, la prochaine fois, nous verrons la vitesse.

Vincent

### TÉLÉVISION

#### Programme

##### MERCREDI 26 MAI

- TF 1**  
 18 h 30 - A la bonne heure  
 19 h 05 - «Château espérance», feuilleton  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Une minute pour les femmes  
 19 h 45 - Alors, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Mois francophone «une place forte» dramatique  
 21 h 50 - Indications - magazine médicale  
 22 h 50 - Journal

- A 2**  
 18 h 30 - Journal  
 18 h 40 - Le palmarès des enfants  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Y'a un truc  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - «L'homme de fer» feuilleton  
 21 h 30 - C'est-à-dire, magazine d'actualité de G.Leroy  
 23 h 00 - Basket féminin : championnat d'Europe  
 23 h 30 - Journal

- FR 3**  
 19 h 05 - Programmes régionaux  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de 20 H  
 20 h 30 - Un film, un auteur «Lucky Luciano», film italien de F.Rosi (1973)  
 22 h 15 - Journal

## feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

#### RÉSUMÉ :

Des hélicoptères américains apportent le matériel et repartent avec les blessés, après une longue conversation entre le lieutenant américain et le commandant diémiste.

#### 36<sup>e</sup> ÉPISODE LA MORT DES BLESSÉS

Les deux Américains coururent vers leur appareil, suivis du commandant. Ils montèrent sur la passerelle. Puis le lieutenant se montra dans l'encadrement de la porte et salua l'officier fantoche de la main. Celui-ci se tenait raide au pied de l'hélicoptère, les cheveux follement soulevés par le vent. Il ouvrit enfin les deux bras en criant :

- As you like it, please ! As you like it !

Le lieutenant sourit en hochant la tête. Il fit signe au commandant de s'éloigner.

Les moteurs tournaient à plein régime et aussitôt on vit les appareils s'élever par couples.

Les hélicoptères augmentaient leur allure. Dans le ciel apparurent soudain des cumulus chargés de pluie. Au-dessous, la mer commença à moutonner. D'un bleu intense, l'eau tourna à un gris de plomb.

Le lieutenant abaissa la vitre en murmurant :  
 - Un grain !  
 - Oui, mon lieutenant ! approuva le sous-officier assis à côté.

Puis, se mettant debout, l'homme jeta un coup d'œil à la mer démontée et chuchota :

- Mon lieutenant, c'est le moment.  
 - Encore trop près du rivage.

L'officier regarda l'heure et ajouta :  
 - Dans cinq minutes.

Il posa sa main sur la vitre. Une main dodue, couverte de poils blonds frissonnants. Les doigts remuaient impatients.

Depuis le décollage, les carlingues étaient constamment secouées. Les blessés couchés à même le plancher se convulsionnaient. Leurs gémissements étaient dominés par le bruit des moteurs et les trépidations faisaient saigner leurs blessures. La situation était infernale. Pas de choc violent. Mais de petits heurts réguliers cruellement persistants. Le sang commença à suinter. Il ne tarda pas à couler franchement à flots. Le plancher revêtu d'un linoléum rouge était inondé. Les flaques cherchaient à se frayer un chemin. Des rigoles se formaient. A travers les interstices, le sang finit par s'échapper goutte à goutte, mêlé à la pluie qui inondait le ciel, tombant de biais sur la mer blanche comme du brouillard.

Le lieutenant marcha vers la cabine du radio en enjambant les corps des blessés. Un instant plus tard, il en ressortit, et s'approcha du sous-officier :  
 - Allez-y, dit-il.

Ce dernier enleva sa chemise et se dirigea à pas feutrés vers le côté. Il se saisit d'un volant en fer

relié à un câble, jeta un dernier coup d'œil sur les blessés et, grinçant des dents, tourna de toutes ses forces le volant. Le câble se relâcha. Le plancher descendit soudain, laissant apparaître une trappe de deux mètres de côté. Sept ou huit blessés furent instantanément happés par le vide. Les deux autres qui s'agrippaient encore au plancher furent jetés à la mer à coups de bottes. Ils n'eurent le temps que de crier «O ciel !» que déjà ils étaient loin. Le dernier eut la force de se maintenir un moment par les doigts. L'officier qui allait les écraser, se ravisa. Il se baissa pour contempler les doigts qui s'accrochaient désespérément au rebord de la trappe, lâchant peu à peu du terrain avant de se laisser aller définitivement.

Au contact des flots, les blessés reprirent connaissance. L'eau tiède de la mer réveilla leurs dernières forces. Elle aida aussi les malheureux à réaliser leur situation sans espoir. Quand ils comprirent que la mort était imminente, ils s'agitèrent désespérément au milieu des vagues. Leur sang se mêlait à l'eau de mer. Et l'eau salée mordait leurs blessures. Bientôt ils furent à bout de forces. Les vagues couleur de plomb les recouvrirent les uns après les autres. Les plus remuants finirent par s'avouer vaincus. Et les quarante-six blessés rejoignirent le fond de la mer démontée que le soir et la pluie rendaient encore plus sinistre.

(à suivre)

ETATS-UNIS: LE BICENTENAIRE

# LA «DEMOCRATIE» DES ESCLAVAGISTES

A la fin de son voyage, à la Nouvelle-Orléans, Giscard a, une fois de plus fait l'éloge de la «démocratie américaine» en parlant de «votre cohésion civique, le consensus unanime de vos institutions sur la valeur créative de l'initiative et de l'entreprise individuelles». Les discours de Giscard célébrant l'amitié éternelle des bourgeoisies française et américaine et leur communauté de pensée ne sont que la conclusion d'une intense propagande pour réhabiliter l'impérialisme US aux yeux de notre peuple. Tous les moyens ont été bons : journée américaine à la télé, rappels historiques sur La Fayette et la Louisiane, exaltation des prétendues

valeurs de liberté que ces deux «démocraties» auraient toujours défendues. Bref, on fait tout pour nous faire croire que les Etats-Unis ont été, juste avant la France, la première démocratie du monde, et qu'ils en restent, malgré bien des bavures et des crises, le modèle et le champion.

Mais comment, en deux siècles, la bourgeoisie américaine a-t-elle tenu les promesses de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution ? Derrière les déclarations idéalistes et vertueuses, se cache une réalité hideuse : celle de la dictature bourgeoise et de l'impérialisme.

## INDÉPENDANCE AU PROFIT DE QUI ?

Aux origines de la démocratie américaine : la guerre d'Indépendance. Cette libération d'une colonie anglaise va se faire par une mobilisation populaire, mais sous la direction d'une aristocratie de propriétaires fonciers. Washington lui-même, auquel Giscard vient de rendre hommage, possédait 1 000 hectares et 135 esclaves. Depuis un siècle, d'importantes luttes populaires des fermiers, des artisans et des pêcheurs ont eu lieu à la fois contre l'Angleterre et contre la bourgeoisie américaine. Les éléments les plus intelligents de cette bourgeoisie prennent la tête de la lutte de libération, d'une part parce que la politique de l'Angleterre entre vraiment en contradiction avec ses intérêts (impôts, taxes, monopole du commerce) mais aussi dans le but de confisquer les bénéfices de cette lutte à son profit. Washington s'inquiète de voir le peuple en armes, de savoir que dans ce peuple courent des idées d'égalité et de partage des terres. Il faut être prudent. «Nos officiers doivent être choisis parmi des gentlemen».

L'appel à l'intervention française doit être compris dans cette perspective : il ne s'agit nullement de la «première rencontre de deux peuples» mais de la collaboration d'intérêts convergents : le gouvernement de Louis XVI possède les Antilles et la Louisiane, il commerce avec la bourgeoisie américaine et voit là une bonne occasion de porter des coups à l'Angleterre sa rivale.

Par ailleurs, un certain nombre de velleitaires français voient dans cette guerre un moyen de faire triompher en Amérique les idées démocratiques qu'ils défendent en France.

«Ceux qui possèdent le pays devraient le gouverner» disait John Jay, un des fondateurs des USA. C'est cette conception qui préside à l'élaboration de la Constitution américaine. C'est sous la pression populaire que les «pères fondateurs» adoptent la forme d'une démocratie ; en fait, ils en ont très peur. A plusieurs reprises, Washington est tenté d'instaurer une monarchie... mais ce serait

un peu gros. Son secrétaire d'Etat Hamilton, dit que «les hommes d'argent sont les amis les plus éclairés d'un bon gouvernement». Il sait de quoi il parle : c'est sa banque qui finance la guerre d'Indépendance et retire de ces prêts de fabuleux bénéfices ! C'est Hamilton qui organisera la politique financière en vue du développement du capitalisme et de ses intérêts propres. Nixon n'avait rien inventé !

Cette bourgeoisie ne tarde pas à se heurter à la révolte populaire, elle la réprime férocement. En 1793, 13 000 fermiers se soulèvent contre la levée d'un impôt sur le whisky. Washington envoie contre eux un corps d'intervention spécial de 15 000 hommes recrutés parmi la «bonne société».



## RÉVOLUTION FRANÇAISE ET RÉVOLUTION AMÉRICAINE

Bien que démocratique, le régime de Washington n'aura pas une grande sympathie pour la Révolution Française : il verra bien qu'après l'affirmation des libertés formelles analogues à celles de la Déclaration d'Indépendance, le peuple français commence à lutter pour une véritable égalité. En 1793, Washington reçoit très fraîchement l'ambassadeur de la République alors en guerre contre les monarchies européennes. Il lui refuse toute

aide et lui accorde audience sous les portraits de Louis XVI et de Marie-Antoinette (Giscard a d'ailleurs eu la délicatesse d'offrir ces mêmes portraits à Ford I). Mais les idées de la Révolution Française sont au contraire accueillies avec enthousiasme par le peuple américain : de nombreuses «sociétés démocratiques» se créent pour propager les idées de 93 ; on voit dans cette révolution une recherche plus hardie d'une égalité illusoire aux Etats-Unis. Pendant ce temps, Morris, ambassadeur américain à Paris, véritable précurseur de la CIA verse de l'argent aux réactionnaires émigrés !

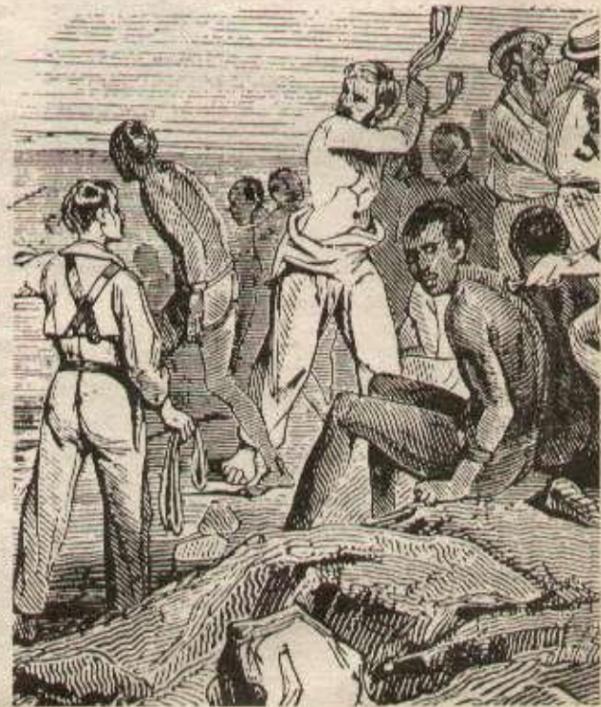
## PAS DE LIBERTÉ POUR LES TRAVAILLEURS

La Constitution américaine mentionne le «droit au bon-

heur», tous les juristes bourgeois le citent avec délices. En fait, au 19<sup>e</sup> siècle, les gouvernements d'aristocrates et de financiers vont faire des lois et des décrets qui permettront le développement du capitalisme et ne donneront aucun droit aux ouvriers. L'essor prodigieux de l'industrie se fait grâce à une exploitation effrénée de la classe ouvrière. Comme en Europe à la même époque, les ouvriers travaillent de l'aube jusqu'à 22 heures et gagnent juste de quoi ne pas mourir de faim. Les femmes et les enfants travaillent également, vivant dans des dortoirs de l'usine. Toute tentative de s'organiser en syndicat est impitoyablement réprimée. En 1835, à New-

York, 25 tailleurs qui ont osé se syndiquer sont traînés en justice pour «complot». En 1873, c'est la grève des mineurs irlandais, les «Molly Maguires» qui dure six mois. La direction envoie contre eux sa milice privée. Les mineurs se défendent : 19 d'entre eux sont inculpés de meurtre, condamnés à mort et exécutés. A chaque grande grève qui se déroule à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les polices patronales ou l'armée tirent sur les grévistes.

A chaque fois, c'est le droit de propriété qui est défendu par le gouvernement et la loi qui ignorent les droits les plus élémentaires pour les travailleurs. Cela n'empêche pas les travailleurs américains de s'organiser en s'en donnant les moyens (solidarité contre la répression, clandestinité). La liberté syndicale et le droit



## DEUX SIÈCLES DE RACISME

L'esclavage et le racisme n'ont reculé que devant de longues luttes du peuple. La Déclaration d'Indépendance mentionne une égalité et une liberté abstraites, sans parler de l'esclavage. En fait, pour les «pères fondateurs», l'égalité n'existe qu'entre les «hommes libres», les esclaves n'étant pas vraiment considérés comme des êtres humains. Lincoln, qu'on présente comme un grand libérateur n'était pas du tout un abolitionniste : il était favorable à une émancipation «graduelle», (ce qui implique une infériorité des noirs) et se refusait à interdire l'esclavage aux Etats-Unis au Sud.

Si la guerre de Sécession a lieu, ce n'est pas que le Nord vertueux voudrait libérer les esclaves, c'est surtout pour empêcher la sécession du Sud et régler les importantes contradictions économiques qui opposent ces deux fractions de la bourgeoisie américaine. Même si le droit de vote est ensuite donné aux noirs, les Etats du Sud empêchent constamment son application, par exemple en faisant passer des examens de lecture discriminatoires. Il faudra également attendre un siècle pour que la loi fédérale condamne la discrimination raciale à l'école, dans les transports et le logement. Et il faudra également de nombreuses luttes pour faire appliquer cette loi.

## UN SIÈCLE D'IMPÉRIALISME

Après la première intervention impérialiste à Cuba à la fin du siècle dernier, ce sont les interventions constantes en Amérique Latine, considérée comme partie intégrante de l'Empire. Après la seconde

guerre mondiale, ce sont les interventions militaires en Corée, à St Domingue, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, les complots de la CIA dans tous les pays du Tiers Monde (en Iran en 1953, au Guatemala en 1954, au Chili en 1973). Se posant comme défenseur de la liberté, l'impérialisme américain devient le gendarme des peuples du monde. Washington disait : «Nulle nation n'a droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'une autre». Avant d'intervenir au Chili, Kissinger déclare : «Je ne vois pas pourquoi il nous faudrait rester inactifs et contempler un pays qui devient communiste par l'irresponsabilité de son propre peuple».

## DÉMOCRATIE ET LUTTE DE CLASSES

Tous les principes que la bourgeoisie a proclamés (démocratie, liberté, égalité, indépendance nationale), elle les a utilisés à son avantage et les a violés chaque fois qu'ils la gênaient. Les libertés n'ont été défendues que par les luttes du peuple.

Mais qui, en effet, depuis deux siècles a défendu la liberté aux Etats-Unis, sinon les fermiers révoltés, les ouvriers exigeant le droit de lutter, les noirs combattant la ségrégation et l'oppression raciste. Aux Etats-Unis comme ailleurs, la bourgeoisie est plus que jamais incapable de tenir ses promesses de démocratie. C'est la dictature du prolétariat qui est désormais la seule démocratie possible. Contrairement à la démocratie bourgeoise, ce n'est pas un songe creux !

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Voir notamment le livre de Claude Julien : «Le rêve et l'histoire», qui a fourni beaucoup d'éléments pour cet article.